Une industrialisation à pas de tortue

De la prise de la Bastille en 1789 à l'édification de la tour Eiffel, la France devient un pays industriel. Mais ce développement est lent, alors que la bourgeoisie britannique réalise une véritable révolution industrielle et que les États-Unis – et même l'Allemagne – ont connu un développement fulgurant.

Pourtant la France compte au 19e siècle nombre d'inventeurs, d'innovateurs et d'entrepreneurs. Sa population est, au début du siècle, la plus importante du continent, et une masse importante de capitaux est disponible. Qu'est-ce qui explique ce retard à l'allumage, cette frilosité d'une partie du capitalisme français, attirée très tôt vers l'esprit rentier et le parasitisme étatique ?

La collection Éclairage a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé, lointain ou proche, dont l'influence se propage dans l'actualité politique ou sociale.

ISBN 978-2-915727-73-9

Prix TTC : 8,20 €

Illustration de couverture
Ferdinand Joseph Gueldry, *Le laminoir.*

www.lesbonscaracteres.com

Éclairage

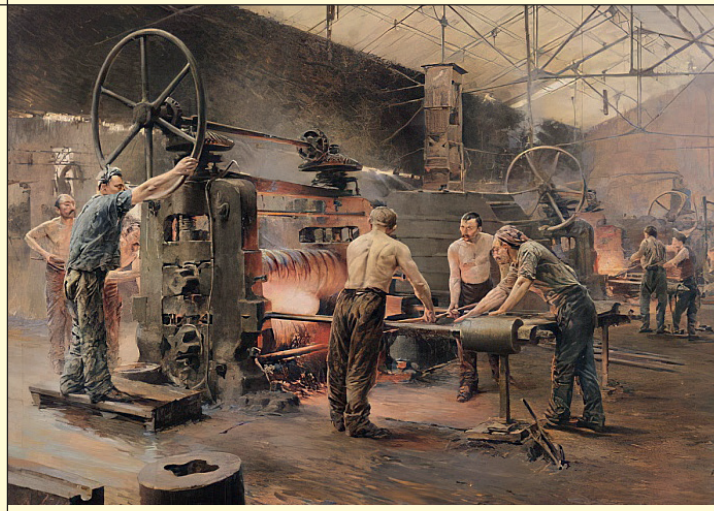
Une industrialisation à pas de tortue

19

lbc

Éclairage

Histoire



Une industrialisation à pas de tortue

France 1789-1914

Alain Lecaire

les bons caractères lbc

Éclairage
Histoire

– n° 19 –

Une industrialisation à pas de tortue

France 1789-1914

Alain Lecaire

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

Toutes les illustrations en pages intérieures sont reproduites avec l'aimable autorisation du Cnum – Conservatoire numérique des arts et métiers.

Sources :
P. 42 : *Petit dictionnaire pratique de mécanique et d'électricité*, Charles Barbat, 1894.
P. 50 : Catalogue du musée du Cnam, 1952.
P. 61 : Catalogue de l'Exposition des arts et industries textiles et des tissus, 1933.
P. 82 : Revue *La Nature*, 1er juin 1934 et *Le matériel agricole*, d'Auguste Jourdier, 1855.

© Les Bons caractères – 2020
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-73-9
Dépôt légal 2e trimestre 2020

Introduction

Le 19e siècle est l'époque de l'industrialisation et du triomphe du capitalisme. C'est le moment où, comme l'écrivent Marx et Engels « *la bourgeoisie a joué un rôle éminemment révolutionnaire* » (*Manifeste du parti communiste*, 1848). Dans cette période d'intenses bouleversements, le monde change en l'espace d'une génération. Des classes sont ruinées, d'autres apparaissent, des fortunes se font et se défont. Les banquiers et les capitaines d'industries occupent désormais le devant de la scène à l'égal des responsables politiques, des villes poussent comme des champignons, des pays montent en puissance. Pourtant, dans ce monde où l'industrialisation entraîne des bouleversements tels qu'on parlera de révolution, la révolution industrielle, la France connaît un développement relativement lent. Certes, de la prise de la Bastille en 1789 à la construction de la tour Eiffel qui la commémore un siècle après, le pays a davantage changé que dans le siècle précédent où seules les modes vestimentaires et les numéros des rois semblent marquer le passage de Louis XIV à Louis XV puis Louis XVI.

Mais le rythme du développement de la France frappe par sa lenteur par rapport à ses voisins, la Grande-Bretagne, référence lorsqu'on parle de révolution industrielle, ou l'Allemagne, d'abord moins avancée que la France dans la première moitié du 19e siècle, puis qui la dépasse. Pourtant, la révolution qui éclate en 1789 et les vagues successives de mobilisation populaire qui vont crescendo jusqu'à

Thermidor et la chute de Robespierre en 1794 ont mis à bas l'Ancien Régime et déblayé le terrain des restes de l'ancien ordre. Elles ont ouvert la voie au développement capitaliste bien plus radicalement que ne l'avait fait la révolution anglaise un siècle auparavant ou ne le fera la révolution avortée de 1848 en Allemagne.

La société change, en France comme ailleurs. Exode rural, urbanisation, apparition d'une classe ouvrière, la classe de ceux qui n'ont plus rien et doivent travailler pour les autres : la révolution industrielle est bien là. Mais les ruraux restent nombreux. Ils forment encore la majorité de la population cent ans plus tard qu'en Grande-Bretagne. Les ateliers, les artisans, les boutiquiers dominent, davantage que la grande industrie. Et le Second Empire, l'époque où se situent les romans de Zola, est aussi celle de la comtesse de Ségur et de ses romans évoquant une noblesse qui vit du travail de ses paysans et joue avec l'âne Cadichon des *Mémoires d'un âne* (publié en 1860) un peu comme Marie-Antoinette jouait à la bergère un siècle avant au Trianon avec ses blancs moutons.

Si donc le monde change, en France il change moins qu'ailleurs. Le développement y est si lent que c'est une évolution plus qu'une révolution qu'il faudrait évoquer. Une « industrialisation à pas de tortue », pour reprendre en la détournant l'expression utilisée par Boukharine et la bureaucratie conservatrice dans les débats économiques de la Russie des années 1920. La révolution de 1789 a été une profonde révolution populaire. Elle a supprimé le pouvoir de nuisance des classes de l'Ancien Régime, mais le développement de la bourgeoisie n'a pas été aussi rapide qu'on

aurait pu le penser. Cette classe, qui a davantage profité de la Révolution qu'elle ne l'a faite, manifeste très tôt ses traits caractéristiques : un amour du gain qui confine à l'avarice et une préférence pour des placements sûrs, garantis par l'État. Sa rivale, la bourgeoisie anglaise, forte de sa domination commerciale et maritime, se montre plus conquérante. Quant au bourgeois allemand, si celui du début du 19e siècle que décrit Thomas Mann dans son roman *Les Buddenbrook* est tout aussi étriqué et avaricieux que le père Grandet du roman de Balzac, il se montre plus entreprenant ensuite, lorsque le marché s'ouvre devant lui.

Le bourgeois français est donc différent de celui dont l'histoire a retenu l'image, comme ces grands capitaines d'industrie ou créateurs de grands magasins. Ceux-ci ont existé, bien entendu. Ils ont développé les mines, la sidérurgie et les chemins de fer. Mais globalement, la bourgeoisie française a été moins entreprenante, plus rapidement parasitaire, voire rentière, que dans d'autres pays.

Chapitre I^er

La bourgeoisie, artisan de la transformation

Aucune découverte en elle-même n'est porteuse de transformation dans les sociétés modernes, sans qu'existe une classe intéressée à l'utiliser. La Chine ancienne connaissait la poudre et l'imprimerie, les Vikings avaient mis le pied sur le continent américain avant les autres peuples européens. Mais ni dans un cas ni dans l'autre, cela n'avait bouleversé leur vision du monde, ni les relations sociales de ces pays. Aux 18^e et 19^e siècles en Europe, la bourgeoisie s'est montrée capable d'esprit d'initiative. Elle s'empare des innovations et réalise les investissements qui révolutionnent la société.

Une révolution industrielle

Globalement, « *l'ordre ancien était caractérisé par une économie paysanne et une société rurale, dominées par des noblesses héréditaires dotées de privilèges* », écrit l'historien Arno Mayer. La majeure partie de la population vit au village. Et celui-ci est plus ou moins fermé sur lui-même, produisant tout ou presque, dans une société où les positions, la richesse, sont attachées à la possession de la terre.

À l'inverse, le monde nouveau qui naît de la révolution industrielle est plus ouvert, et l'échange généralisé domine.

Cette révolution a fait naître diverses inventions : la machine à vapeur, le chemin de fer, le machinisme de façon générale, le métier à tisser ou à filer mécanique, ainsi que l'usage massif du coton, du fer et du charbon. Mais elle ne se réduit pas à des questions techniques. Ce qui la caractérise, c'est le passage au capitalisme, une société qui « *a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste et fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange* », comme l'écrivent encore Marx et Engels (*Manifeste du Parti communiste*).

C'est en Grande-Bretagne que le terme de « révolution » s'est imposé, avec ce qu'il implique de soudain, de brutal. Le tournant s'opère en un peu plus d'une génération, de 1780 à 1820. Cela suffit pour que la douce Angleterre, la *merry old England,* devienne le pays repoussant des *Temps difficiles*, un roman de Dickens, ou de ces bas-fonds où survit son héros, Oliver Twist, le pays des taudis et des bagnes industriels que décrit Engels en 1845 dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*. Dès les années 1810-1820 se développent les premières luttes des ouvriers et tisserands ruinés, le mouvement luddite, révolte ouvrière qui brise les machines. La répression est brutale, comme lors du massacre de Peterloo, manifestation ouvrière réprimée en 1819 à Manchester.

France et Grande-Bretagne

Produit de son histoire, de son rôle commercial, de la puissance de sa marine protégée par deux siècles de protectionnisme, la Grande-Bretagne du début du 19e siècle, avec comme centre la City, est le pivot des transactions financières de l'Europe, à l'image de Wall Street aujourd'hui. Et la livre joue le rôle du dollar actuel. La Banque d'Angleterre fut créée en 1694 alors que la Banque de France date de 1800, un bon siècle plus tard. Les industriels britanniques sont plus au fait des débats économiques, et une revue comme *The Economist* paraît dès 1843, bien avant ses homologues du continent.

Or au départ, dans un 18e siècle riche en découvertes et innovations, il semble que la France n'ait pas moins d'atouts que la Grande-Bretagne. Elle voit naître autant d'inventeurs et de savants. La curiosité scientifique s'épanouit dans les salons, comme en témoigne le succès de l'Encyclopédie avant la Révolution. C'est aussi le pays le plus peuplé d'Europe, ce qui signifie qu'elle dispose d'une main-d'œuvre abondante et, potentiellement, d'un vaste marché intérieur. Le pays ne manque pas d'industriels avides d'innovations techniques, il n'y a pas moins de commerçants, d'entrepreneurs qu'en Grande-Bretagne, les innovations circulent entre les deux pays. Et par rapport à la Grande-Bretagne, la monarchie française est bien établie, le pays a connu moins de luttes dynastiques. L'État est plus fort, dispose de plus de ressources et d'une administration stable. Il a construit et entretenu plus de routes ou de canaux, indispensables au commerce.

Le poids de la noblesse

La France du 18e siècle pourrait donc, vue sous ces angles, égaler la Grande-Bretagne, voire même avoir l'avantage sur elle. Mais tel n'est pas le cas. Car la France a encore un régime issu de la féodalité, avec ses multiples règlements, qui sont autant d'entraves au développement d'entreprises capitalistes. Elle subit le poids de cette noblesse parasitaire qui vit de ses rentes ou de pensions d'État, à Versailles ou dans les petits Versailles de province. Cette classe gaspille une partie du travail social, dépense les revenus de ses terres sans se préoccuper de les faire fructifier. Pour elle, la fortune est toujours, comme au Moyen Âge, le résultat d'une accumulation extensive : davantage de terres procurent davantage de revenus, sans rechercher d'innovations. À l'inverse, l'accumulation bourgeoise cherche à faire rendre plus aux mêmes terres, dans un développement intensif.

Mais la noblesse ne se contente pas de peser lourdement sur la paysannerie et l'ensemble de la société. Son niveau de vie baissant à la veille de la Révolution, elle tente de se rattraper sur le village, déterrant de vieux impôts tombés en désuétude. Et elle se refuse à combler la faillite d'un État endetté jusqu'au cou.

Bien qu'avant même la Révolution, les paysans aient accédé à la propriété, la noblesse et l'Église possèdent davantage qu'eux : entre 40 % et 50 % des terres du pays, et la bourgeoisie 15 % environ. Les paysans ne sont libres ni dans leurs cultures ni dans leur vie quotidienne. Il faut payer pour se servir des moulins ou des fours, obéir au seigneur qui décide de tout, comme de la date d'ouverture des champs à la libre pâture. La dîme de l'Église leur

prend, non pas un dixième de leurs revenus comme son nom l'indiquerait, mais de 7 % à 13 %. Le taux varie selon les régions, sans que rien ne justifie ces variations. En plus de ces lourds prélèvements, de multiples règlements limitent l'innovation et assurent les revenus de ces classes exploiteuses.

L'immense révolte paysanne qui nourrit la Révolution va abolir leurs privilèges. Mais en attendant, la noblesse et les dignitaires de l'Église dominent, ce qui oriente le commerce davantage vers l'industrie de luxe que vers le grand public. C'est un marché plus limité par essence qu'en Grande-Bretagne où les consommations marchandes se développent pour toutes les classes de la société. En France, même lorsque la bourgeoisie se développe, elle rêve de s'assimiler à la noblesse, comme ce bourgeois gentilhomme que ridiculisait Molière un siècle plus tôt. Ainsi que le souligne encore l'historien Arno Mayer, même après la Révolution, « *l'ambition suprême du bourgeois obsédé par l'ascension sociale et l'anoblissement n'était nullement d'assiéger ou de renverser la forteresse nobiliaire, mais d'y pénétrer* ».

De l'autre côté de la Manche, la Glorieuse Révolution, accomplie un siècle avant la France, avait elle aussi laissé à la noblesse britannique ses grands domaines. En apparence, elle continue à dominer la vie politique et sociale. Les jeunes filles de la littérature anglaise du 19e siècle, celles des romans de Jane Austen, ne peuvent se marier avec n'importe qui sans déchoir. Mais contrairement à la France, la noblesse ne peut plus entraver le développement de la bourgeoisie par sa position, ses règlements, ses limitations.

L'apport de la révolution

La Révolution française bouleverse donc cet ordre de plus en plus absurde. Comme l'écrivent Marx et Engels, « *À un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait* [...] *cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa* ».

La Révolution unifie le pays, les réglementations, les poids et mesures. C'est ce qui permet le développement du commerce sur la base d'un grand marché, le marché national. Le mètre, le litre et le kilogramme remplacent pouces, pieds, lignes, aunes, roquettes, muids et autres. Des noms pittoresques, pour des systèmes moins simples que le système décimal. Surtout, les unités variaient : l'aune mesurant les étoffes valait 1,884 m à Paris contre 1,4561 m à Bordeaux tandis que celle de Troyes faisait 0,812 m, la moitié ! Et pour compliquer encore les choses, les lois et réglementations n'étaient pas les mêmes dans tout le pays. Car les anciennes législations et coutumes datant d'avant leur rattachement au royaume avaient été conservées.

Une révolution est toujours un mouvement populaire, et la Révolution française ne fait pas exception. Cette révolution est néanmoins bourgeoise, par ses dirigeants, ses buts, les mesures adoptées. La déclaration des droits de l'homme nomme parmi les droits fondamentaux « *inviolables et sacrés* » la propriété, droit réaffirmé encore à son dernier article. En abolissant les privilèges de la noblesse et

les multiples réglementations qui entravent la marche des affaires, la Révolution favorise surtout le règne de la libre entreprise, le développement du capitalisme. Désormais, la noblesse réussit de moins en moins à vivre sans rien faire. De nouvelles voies s'ouvrent à l'accumulation.

La littérature reflète ces changements. Avant la Révolution, dans le monologue de la fin du *Mariage de Figaro*, pièce écrite en 1778, le cri de révolte de Figaro-Beaumarchais est encore impuissant : « *Noblesse, fortune, un rang, des places, tout cela rend si fier ! Qu'avez-vous fait pour tant de biens ? vous vous êtes donné la peine de naître, et rien de plus.* » Après celle-ci, les positions ne sont plus aussi fermées. Les romans de Balzac se situent dans les années 1820-1830. Des nobles ruinés, ou ayant du mal à tenir leur rang, marient leurs fils ou leurs filles à des enfants de la bourgeoisie. Ses héros, Rastignac, Lucien de Rubempré ou encore le héros du *Rouge et le Noir* de Stendhal, Julien Sorel, sont dévorés d'ambition et cherchent à réussir, même lorsqu'ils ne sont pas issus de cette noblesse qui domine encore, socialement mais plus économiquement.

La liquidation de la dette et la crise des assignats

Le nouveau régime issu de la Révolution française s'est débarrassé du poids de la dette colossale accumulée par les rois. C'était la raison de la convocation des états généraux, premier acte de la révolution. Les dettes de l'Ancien Régime ne sont pas effacées, contrairement à ce que feront plus tard les révolutionnaires russes. Elles disparaissent par la hausse des prix, l'hyperinflation et la chute des assignats.

Les assignats sont une monnaie en papier. C'est une nouveauté car sous l'Ancien Régime, seules les monnaies métalliques (or, argent, cuivre) circulent dans la population et il n'y a pas de billets de banque. Les premiers assignats sont émis au début de 1790. Au départ, ce sont de simples reconnaissances de dette. L'Assemblée a décidé de vendre les biens de l'Église. Elle lève un emprunt, gagé sur ceux-ci, anticipant les recettes qu'elle doit en tirer. Les épargnants sont invités à apporter leur or. En échange, ils reçoivent des papiers, qui ne sont assignés qu'à un seul but, l'achat de ces biens nationaux. Le papier est théoriquement l'équivalent de la somme en or. Le jour où l'épargnant achète une terre issue de ces biens nationaux, il la paye grâce à ce papier, qui doit être détruit après la vente. Ce n'est donc qu'une avance sur la vente de ces biens, une anticipation des recettes espérées de la vente des grands domaines de l'Église ou des nobles. Le « plafond d'émission », la masse de papier émise, est fixée à un niveau très inférieur à la valeur espérée de la vente de ces biens.

Le problème est que ces papiers acquièrent rapidement le droit de s'échanger et de servir de moyen de paiement. Ils deviennent alors une véritable monnaie. Les gouvernements payent leurs fournisseurs avec ces assignats qui ne coûtent que la peine de les imprimer. Et les particuliers les utilisent. Or les incertitudes liées à la révolution font douter de la solidité du nouveau régime, d'autant que les impôts rentrent mal. Ce papier monnaie circule avec une décote : les biens sont plus chers si on les paye en assignats, ces billets dont les gens se méfient, que si on les paye en or.

Or l'État va émettre du papier, du papier et encore du papier pour combler ses besoins. Ceux qui s'en servent pour fournir les armées, ou acheter rapidement des terres ne font pas une mauvaise affaire. Les autres, et notamment ceux qui avaient prêté à l'État avant la révolution, sont ruinés. Car la révolution rembourse non seulement ces avances, mais aussi la dette de l'Ancien Régime avec un papier qui bientôt ne vaut plus rien. En 1793-1794, sous la Terreur, lorsque la République est en danger, sa valeur a déjà baissé de plus de moitié. Mais même après 1794 et la chute de Robespierre, la spirale continue. Devant l'effondrement, le Directoire supprime les assignats en 1796... pour rembourser ses dettes avec un papier sans valeur un an après, effaçant autoritairement les deux tiers de sa dette !

Gagnants et perdants

En quelques années, quelques mois parfois, des fortunes changent de mains, ruinant les rentiers. Tant pis pour eux, pensent les contemporains. Nombre de dessins ou d'assiettes révolutionnaires se moquent de ceux qui sont ruinés. Après tout, ils avaient apporté leur or au roi, pour que celui-ci vive en parasite, espérant eux aussi en vivre. Le capitalisme naissant est sans pitié !

Si certains souffrent, d'autres profitent. Parmi les perdants, on trouve les salariés de l'État, peu nombreux à l'époque, payés avec des assignats ne valant plus rien, et parfois pas payés du tout. Les propriétaires, eux, se défendent. Les fermages ne valant plus rien, le payement des loyers de la terre en nature, en fraction de la récolte, c'est-à-dire le métayage, revient. De la même façon, la loi

oblige en 1795 les paysans à payer la moitié au moins de leurs impôts en nature (grains) ; mais les impôts rentrent mal. En revanche, les spéculateurs gagnent gros. Car en cette période de fin de la Révolution, où les possédants ont été rassurés par la chute de Robespierre et la fermeture des clubs de sans-culottes, la vente des biens nationaux reprend, au profit des bourgeois en premier lieu. Le prix est fixé en assignats (ou en mandats, qui les remplacent), à une valeur bien inférieure à leur valeur réelle. Cependant, des paysans petits ou moyens peuvent aussi acquérir des terres. D'autant que certains spéculateurs ne les achètent que pour faire une bonne opération, et les revendent rapidement. Et en fin de compte, la petite propriété se consolide.

Après le coup d'État de Bonaparte de 1799 qui met un terme à la Révolution, le franc germinal (ou franc or, qui vaudrait 3 ou 4 euros actuels) devient la nouvelle monnaie. Il garde en gros la même valeur jusqu'à la guerre de 1914. Contrairement à nous, ceux qui vivent au 19e siècle peuvent comparer des sommes, même à vingt, cinquante ou cent ans de distance. Mais la ruine des rentiers durant la Révolution a traumatisé la petite bourgeoise. Tout au long du 19e siècle, elle manifeste une méfiance vis-à-vis du papier-monnaie et des banques de façon générale, même de la Banque de France. D'ailleurs sous Napoléon, le plus petit billet était de 500 francs, une année de salaire ! Le petit-bourgeois va demeurer attaché à l'or et à des placements réputés sûrs, les bons d'État plutôt que des investissements risqués dans l'industrie.

Ancien et nouveau monde

Après 1815, Waterloo et la chute de Napoléon, les Bourbons reviennent. L'ordre ancien n'est pas rétabli pour autant et une quinzaine d'années plus tard, la révolution de 1830 chasse Charles x. Son cousin Louis-Philippe, le « roi bourgeois », règne ensuite jusqu'en 1848.

Les branches de la révolution industrielle se développent, mais plus lentement qu'en Grande-Bretagne. Pourtant, la révolution est passée par là. L'esprit de ces temps nouveaux est résumé par la parabole de Saint-Simon. Cet esprit éclairé, que Marx salua comme un précurseur du socialisme, voyait dans le progrès industriel le moyen de libérer l'humanité de la misère, et par l'égalité, de l'émanciper. Il écrit en 1819 : « *Supposons que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, chimistes, mathématiciens, ses cinquante premiers banquiers, négociants, cultivateurs, maîtres de forges, teinturiers, mineurs... La nation deviendrait un corps sans âme.* [Tandis que si] *la France avait le malheur de perdre le même jour, Monsieur, frère du roi, M^gr^ le duc d'Angoulême, le duc de Berry, d'Orléans... tous les grands-officiers de la Couronne, tous les ministres d'État, cet accident affligerait les Français, parce qu'ils sont bons... Mais de cette perte des individus réputés les plus importants de l'État il n'en résulterait aucun mal.* » On ne saurait mieux dire. Désormais le travail, l'industrie priment sur la « *noblesse, un rang, des places, tout ce* [qui] *rend si fier* », comme disait Figaro.

Mais si les esprits éclairés ont conscience du changement, la noblesse tient encore le haut du pavé. Le régime de Louis-Philippe, la « monarchie de Juillet », qui dure

des journées insurrectionnelles de 1830 à la révolution de 1848, est dominé par la « haute banque ». Cette expression désigne les grands banquiers d'affaires. Ils s'enrichissent en revendant à la petite bourgeoisie, attirée par la garantie de ces placements, les emprunts d'État. Et plus l'État s'endette, plus ils s'enrichissent.

Ce sont ceux-là que décrit Balzac, à l'image du père d'une de ses héroïnes, Eugénie Grandet. Le père Grandet est le prototype de l'avare. Mais un avare qui a eu le courage de croire à la victoire de la Révolution et d'acheter des biens nationaux, et qui agrandit sa fortune en livrant des fournitures aux armées. Dans les années 1820, époque du roman, il a accumulé quatre millions en terres et quatre autres millions en or, qu'il convertit en bons du Trésor en profitant d'un prix avantageux. Cela lui ferait approximativement une fortune de plus de 20 millions d'euros actuels, à une époque où un ouvrier aurait gagné 1 000 ou 1 500 euros... en un an ! Et comment cet autre héros balzacien, le père Goriot, que ses filles dépouillent sans scrupule de sa fortune, a-t-il accumulé celle-ci ? En étant « vermicellier » ! On ne peut pas dire que fabriquer des vermicelles et autres pâtes soit une activité reflétant les bouleversements de la révolution industrielle.

En dehors de la littérature, de nombreux bourgeois se sont enrichis comme le père Grandet, par la spéculation, les fournitures aux armées, l'achat de biens nationaux à bon compte lors de la Révolution. Ils reproduisent ensuite le modèle de cette noblesse qui ne travaille pas et vit de ses rentes. « *La généralisation du terme de propriétaire est un des phénomènes les plus frappants de l'après-Révolution* »,

écrit l'historien Louis Bergeron. « *Il peut s'agir de personnes vivant de leurs biens, d'une bourgeoisie rentière nourrie de fermages et de métayages,* [ou] *de retraités à des âges souvent précoces.* » La Révolution n'a pas chassé tous les parasites. Arno Mayer note que les anciennes classes nobles « *ont réussi à s'adapter aux temps nouveaux. Ils ont assimilé les principes du capitalisme. Certains propriétaires nobles sont devenus des exploitants pilotes, d'autres ont combiné l'exploitation rationnelle de la terre avec celle de minoteries, de distilleries, de brasseries.* » Et en sens inverse, « *les grands bourgeois se sont approprié les comportements de la noblesse dans l'espoir d'y accéder* ». Malgré la Révolution, l'ancienne aristocratie domine encore, ne serait-ce que dans la haute administration ou l'armée.

Le développement de la bourgeoisie

Bien entendu, libérées de leurs entraves, une bourgeoisie industrielle ou une bourgeoisie d'affaires se sont développées. La Révolution s'est faite au nom de la liberté, mais chacun ne mettait pas le même contenu derrière ce mot. Pour le paysan, il s'agissait de se libérer du poids de la noblesse, de ses prélèvements et de ses réglementations tatillonnes. Pour les bourgeois, il s'agissait de la liberté d'entreprendre, sans en passer par les règlements des corporations, et de l'assurance de garder ses biens, fortune faite. C'est au nom de la liberté de contracter, de faire des affaires, que toute association a été interdite par la loi Le Chapelier de 1791. Cela signifiait par la même occasion l'interdiction future des syndicats, ceux-ci étant assimilés à une « coalition » empêchant deux individus de passer librement un contrat.

Entre le salarié forcé de travailler pour survivre et son employeur, la balance n'est pourtant pas égale. Mais il faudra les luttes du siècle suivant pour abolir cette loi et arracher le droit de former des syndicats.

Désormais, à condition d'en avoir les moyens, chacun est libre de se lancer dans les affaires, de créer son entreprise. Et les initiatives fleurissent. C'est par exemple l'auteur libéral Jean-Baptiste Say, journaliste proche des Girondins modérés durant la Révolution : tenu à l'écart par Napoléon, il se lance dans l'activité industrielle. Reprenant une petite filature à Auchy dans le Pas-de-Calais, il en fait une manufacture de 400 ouvriers, filant 100 kg de coton par jour. Après une crise cotonnière, son frère Louis se lance dans le sucre. C'est l'origine du grand groupe actuel Béghin-Say.

Autre exemple, François de Wendel, un noble issu d'une lignée de maîtres de forges. Il émigre pendant la Révolution et à son retour, rachète ses propres usines vendues comme bien national : Hayange d'abord, puis Moyeuvre en 1811. La période napoléonienne faisant grand usage de canons et fusils, il s'enrichit en fournissant les armées. Dès les années 1820, ses usines utilisent les techniques anglaises modernes, comme la fonte au coke ou le puddlage. Cette dynastie industrielle n'a disparu de la sidérurgie que dans les années 1980, mais son capital permet à ses successeurs de gérer un holding financier important.

La Révolution souffre d'une pénurie de crayons, car les mines sont faites d'un graphite pur importé de Grande-Bretagne. Or, celle-ci est en guerre avec la France. Le dessinateur Conté invente alors une mine alliant du graphite et de l'argile et crée les fameux crayons qui remplacent ces

crayons anglais. Ils serviront à établir le cadastre ou les croquis de l'expédition d'Égypte. La manufacture de crayons Conté, fondée en 1795, a subsisté jusqu'en 1960 avant de fusionner puis d'être rachetée par Bic.

* * *

La Révolution a balayé les principaux privilèges de la noblesse. Celle-ci cesse « *d'entraver la production au lieu de la faire progresser* », comme l'écrivaient Marx et Engels. Si elle domine encore la vie dans les campagnes, elle ne peut plus opérer de prélèvements sur chaque acte de la vie quotidienne. La disparition de ces règlements qui entravaient la libre activité économique était la condition du développement de la bourgeoisie. De grandes fortunes s'édifient sur d'autres bases que celles sur lesquelles la noblesse avait bâti les siennes : le commerce, l'industrie, la spéculation, la banque, le jeu de l'argent, « *les eaux glacées du calcul égoïste* ».

Mais derrière ces réussites, la bourgeoisie française, actrice de ces transformations, se révèle moins dynamique que la bourgeoisie britannique.

Chapitre II

Des banquiers peu aventureux

Le passage au capitalisme, c'est la montée en puissance de l'industrie et de la banque, l'augmentation de la circulation monétaire et la pénétration du capital dans tous les pores de la société. Le rôle des banques et des banquiers est donc fondamental.

Les banques, des maisons familiales

Or, dans la première moitié du 19e siècle et en partie au-delà, les industriels se financent souvent eux-mêmes. Ce sont souvent de petits industriels, d'anciens artisans ou commerçants, avec quelques ouvriers, rarement plus d'une centaine, sous-traitant souvent une partie de leur production à de petits ateliers ou des ouvriers à domicile. Et de leur côté, les capitaux que les banques seraient susceptibles de prêter sont issus de la fortune personnelle des banquiers ou de riches investisseurs.

La fortune de ces banquiers vient parfois de loin. Des familles sont les héritières des maisons de prêt qui se sont développées avec la multiplication des échanges à la fin du Moyen Âge et à la Renaissance. Le capital accumulé a été aussi le fruit du commerce aux 17e et 18e siècles : épices, sucre, tabac, produits tropicaux, mais aussi le million et

demi d'esclaves déportés par la France sur les 11 millions arrachés à l'Afrique par les puissances européennes. La formule de Marx disant dans *Le Capital* en 1867 que « *le capital naît dégouttant de sang et de boue des pieds à la tête* » est pleinement justifiée !

Parfois ces banquiers ont accru leur fortune au détriment d'autres spéculateurs. Le coup en Bourse de Nathan Rothschild est devenu légendaire. Grâce à ses relations, à sa famille, aux maisons de commerce qu'il possède sur le continent, ce banquier établi à Londres aurait appris avant tout le monde la défaite de Napoléon à Waterloo. Profitant de l'ignorance des bourgeois londoniens, il aurait vendu ses actions, faisant croire qu'il paniquait devant la supposée victoire de Napoléon. Entraînés par ce mouvement, les autres auraient suivi et vendu, faisant s'écrouler la Bourse... et Nathan Rothschild aurait alors racheté leurs actions à bon compte le soir même, multipliant ainsi sa fortune !

Si la légende a embelli l'histoire, Nathan Rothschild ressemble à ce personnage dont se venge le comte de Monte-Cristo du roman d'Alexandre Dumas, le banquier Danglars. En profitant d'informations glanées à la Cour ou dans les salons, Danglars achète et vend des titres et gagne des millions... que d'autres spéculateurs perdent, car ces banquiers n'ont pas davantage de scrupules vis-à-vis des autres banquiers que vis-à-vis du public en général.

La confiance est la base des relations au début du capitalisme. Les commerçants se font crédit les uns aux autres. Quand le boutiquier, marchand de tissus, prend à son grossiste une marchandise, il ne la paye pas. Il lui signe une reconnaissance de dette, un effet : il s'engage à la lui payer

dans les trois mois, espérant l'avoir vendue entre-temps. Or le grossiste lui aussi, a besoin d'argent. Il porte cet effet (la reconnaissance de dette) à la banque qui l'escompte, c'est à-dire lui prête l'argent, moyennant intérêt. Au bout des trois mois, le commerçant paye ce qu'il doit. C'est à la banque qu'il paye, puisque c'est à elle que le grossiste a transféré le titre. Tout rentre alors dans l'ordre. Si le commerçant ne peut rembourser, le banquier se retourne contre le grossiste pour être payé. Après tout, c'est lui qui a fait confiance au commerçant. Et puisque c'est à tort, à lui de payer ! Si le grossiste ne peut payer, il fait faillite et doit rembourser, faute de quoi l'huissier saisira même ses biens personnels. C'est ce qui arrive au malheureux César Birotteau de Balzac, un honnête commerçant qui passe l'ensemble du roman à rembourser lui-même ses créanciers, quitte à vendre les bijoux de sa femme, pour rétablir la confiance et éviter la honte d'être failli. C'est aussi le cas de l'oncle d'Eugénie Grandet, dans le roman de Balzac, le frère de ce père si avare. Ruiné, l'oncle se suicide pour éviter la honte. Le père d'Eugénie Grandet rachète alors les dettes de son frère à bon compte, et arrive à s'enrichir, même sur la mort de celui-ci.

Le règne de la « haute banque »

La structure du système bancaire en France l'empêche de servir de point d'appui à l'industrie de la même façon qu'en Grande-Bretagne ou plus tard en Allemagne. Les banques prospèrent après 1815, sous la Restauration, et surtout durant le règne de Louis-Philippe, la monarchie de Juillet, de 1830 à 1848. Sous ce régime, comme l'écrit Marx

dans *Les Luttes de classes en France* (en 1850) ce n'était « *pas la bourgeoisie française qui régnait, mais une fraction de celle-ci : banquiers, rois de la Bourse, des chemins de fer, propriétaires de mines, de forêts...* [ce qu'on appelle] *l'aristocratie financière. La bourgeoisie industrielle formait une partie de l'opposition officielle.* »

Bien sûr, impressionné sans doute par la Grande-Bretagne où il avait vécu en exil, Louis-Philippe favorise le développement d'infrastructures comme les canaux, ainsi que le commerce et l'industrie. Mais ce sont bien ces banquiers qui dominent, « *une élite qui se distingue par son honorabilité, son renom, sa solidité, sa stabilité et par la valeur de sa signature qui inspire la plus grande confiance* », comme l'écrit l'historien Nicolas Stoskopf.

Le banquier Danglars du roman de Dumas travaille en partie avec sa propre fortune, en partie avec les capitaux que ses associés lui ont confiés. Il en va de même dans la réalité. De grandes fortunes confient leur argent à ces banques ou laissent leurs capitaux en dépôt, espérant des bénéfices substantiels. Le maître mot est toujours la confiance. Que le banquier ne puisse honorer une échéance, que la confiance disparaisse, et c'est la faillite. C'est par ce moyen que Monte-Cristo se venge de Danglars : il retire brutalement ses capitaux de la banque, ce qui la rend incapable de faire face à ses échéances et de rembourser ses associés. La littérature fournit d'autres exemples de ce type de banquier, comme le baron de Nucingen, autre personnage balzacien, mari d'une des filles du père Goriot.

La réputation de la famille fonde la confiance. La « haute banque » ne s'occupe guère du développement

d'un capitalisme industriel formé d'une multitude d'entreprises, mais plutôt de grandes affaires internationales, de commerce ou de spéculation sur les capitaux. Ces banques se spécialisent surtout dans le placement des emprunts d'État. Elles avancent immédiatement à l'État l'argent dont il a besoin, à des taux d'intérêt élevés. Elles placent ensuite ces emprunts dans le public et lui payent un taux plus faible, ce qui leur assure une marge confortable. C'est pourquoi Marx écrit que « *l'endettement de l'État était d'un intérêt direct pour* [eux]. *Chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État.* »

Certaines de ces maisons existaient dès avant 1789, comme les Mallet. D'autres intervenaient au niveau européen grâce à leurs liens familiaux comme les Rothschild. D'autres apparaissent après la Révolution et prospèrent sous la monarchie de Juillet comme les Mirabaud, des banquiers suisses fondateurs de la Bourse de Genève, qui existent encore aujourd'hui. Jacques Laffitte, modeste employé, prend son essor sous la Révolution, devient banquier et sert à peu près tous les gouvernements qui suivent jusqu'à Louis-Philippe. C'est dans son bureau que se tient la réunion qui devait installer Louis-Philippe au pouvoir en juillet 1830, alors que les insurgés combattent encore pour la république et tombent sous les balles des troupes de Charles X pendant les Trois Glorieuses, les trois jours d'insurrection.

Mais les établissements qui font partie de la haute banque sont néanmoins fragiles. Des revers de fortunes conduisent Laffitte à la faillite. Certes, ils participent aux grands investissements, sidérurgie, construction navale,

ports, canaux ou chemin de fer. La famille Seillière, des banquiers, investissent dans la sidérurgie et survivront jusqu'à nos jours, donnant même un dirigeant au patronat français. Les Rothschild ou les frères Pereire sont derrière le développement du chemin de fer.

Les banques accompagnent donc l'expansion du capitalisme mais l'aide apportée aux industriels est limitée. Ces banquiers d'affaires ne drainent pas les avoirs d'un large public comme de nos jours. D'abord, de l'argent, la majorité n'en a pas, ou trop peu. Et quand les petits bourgeois ou les classes aisées en ont, ils préfèrent l'or aux dépôts en banque. Au-delà de grands investissements, il y a donc peu d'argent disponible pour l'industrie, qui tire ses capitaux de l'exploitation féroce de la jeune classe ouvrière, ou emprunte auprès de petites banques locales.

Les banques locales

C'est à elles que les commerçants et les petits industriels ont recours dans la première moitié du 19e siècle. Comme le décrit l'historien Hubert Bonin, on trouve dans « chaque région, chaque place commerciale régionale » de « petites et moyennes banques locales, maisons d'escompte et de négoce » qui sont « les outils de la circulation de l'argent et du crédit ». C'est le banquier local qui prête au commerçant les sommes nécessaires à son activité, qui escompte ses effets, lui avance cet argent qui circule lorsque les commerçants se font crédit les uns aux autres (d'où le nom de comptoirs d'escompte). C'est encore vers lui que se tourne l'industriel quand il a besoin de fonds pour se développer.

Mais parce que ce sont des banques locales, là encore, leurs moyens sont limités. Du fait de leur taille, elles ne peuvent diversifier leurs placements afin d'étaler les risques. Si bien qu'à chaque période de crise, elles coupent le crédit, au moment même où le commerce et l'industrie en auraient le plus besoin, contribuant ainsi à accentuer la crise.

Cette structure semble adaptée à la taille modeste des industriels et commerçants français. Mais elle limite aussi leur développement. À la même époque, les banquiers anglais ne sont pas seulement familiers avec les techniques de spéculation. La Banque d'Angleterre existe depuis 1694, la City est l'endroit où s'échangent les titres, les emprunts des différents États, où se dénouent les positions commerciales des uns et des autres. Dans ce monde industriel qui naît autour de la filière du coton, les ports anglais sont le point d'entrée en Europe de cette plante tropicale, donc importée, ainsi que des marchandises du globe. Et en Grande-Bretagne, lorsque des banques locales se développent, c'est sur une surface étendue. Elles se constituent en sociétés par action et non comme les banques françaises en maisons familiales, et ouvrent des succursales pour recueillir les dépôts du public et les prêter aux entrepreneurs.

Banques d'affaires et banques de dépôt

Sous le Second Empire, de 1851 à 1870, le pouvoir se déplace vers l'industrie. Mais les caractéristiques de la banque ne changent qu'en partie. Les grandes affaires du règne de Napoléon III, la spéculation immobilière autour des travaux du baron Haussmann à Paris, la construction

d'un vaste réseau de chemin de fer, restent l'affaire de ces grandes maisons de la haute banque, qui devient un club de plus en plus fermé. Et quand ces banquiers investissent à long terme et prennent des participations au capital de l'industrie, c'est toujours essentiellement avec leurs propres capitaux. Cela les place à la merci de la réussite ou de l'échec des affaires dans lesquelles ils se lancent. Certaines disparaissent, comme le Crédit mobilier des frères Pereire, un des piliers du Second Empire pourtant. Ils ont compté parmi les premiers investisseurs dans le chemin de fer, les mines, été cofondateurs de la Compagnie générale transatlantique (la « Transat »), future composante de l'actuelle CMA-CGM, compagnie de transport dont la grande tour domine l'entrée de Marseille.

Cette structure, cette fragilité limitent l'importance des investissements. Certes, comme en Grande-Bretagne, au fur et à mesure du développement du capitalisme, en face des précédentes, dites banques d'affaires, apparaissent des banques de dépôt, qui recueillent l'argent du public. Elles sont différentes des banques d'affaires alors qu'en Grande-Bretagne, les banques font les deux. En France à l'inverse, on trouve d'un côté des banques d'affaires, avec une surface plus limitée, et donc plus fragiles. Et de l'autre des banques de dépôt moins développées et plus réticentes à investir.

La création de banques de dépôt sur le modèle anglais des sociétés par actions est facilitée par le gouvernement dans les années 1850. Elles ouvrent alors des succursales et sortent de leur région pour conquérir des clients. Certaines des banques actuelles en sont les héritières : le Crédit industriel et commercial (CIC) fondé en 1859, ou le Crédit

lyonnais en 1863, dont le nom traduit l'origine locale tout comme le Crédit du Nord, la Société générale en 1864. Mais même à la veille de la guerre de 1914, le Crédit lyonnais, première banque française à l'époque, n'a que 600 000 clients pour 40 millions d'habitants.

La prudence bancaire et ses conséquences

Puisque les banques du 19e siècle sont moins développées que de nos jours, le public paye avec des pièces de monnaie en or ou en argent véritables. Ces pièces ont donc une valeur en elles-mêmes : le métal qui les compose peut être fondu et revendu à tout moment, ce qui permet de retrouver leur valeur. Depuis la faillite des assignats, les petits bourgeois se méfient des banques et du papier. Dans les banques de dépôt, les dépôts sont à vue ce qui veut dire qu'ils peuvent être retirés du jour au lendemain. Ces banques pratiquent l'escompte, un prêt à court terme accordé aux commerçants ou petits industriels. Elles prêtent aussi aux industriels qu'elles connaissent, sur une base locale. Au fur et à mesure du développement industriel du 19e siècle, elles se lancent aussi dans des prêts à la grande industrie. Mais peu après la fin du Second Empire en 1870 s'ouvre une longue période de dépression au niveau international. Le cycle économique est ralenti, les faillites plus nombreuses. Cette situation les conduit à délaisser à nouveau cette activité au profit des banques dites d'affaires.

Cette prudence est théorisée par Henri Germain, directeur du Crédit lyonnais, une banque de dépôt, après le krach de l'Union générale en 1882 (évoqué sous forme romancée par Zola dans *L'Argent*). Pour Henri Germain, « *les*

ressources à court terme ne peuvent financer des emplois à long terme ». Cela signifie que les dépôts à vue doivent rester disponibles au cas où le public voudrait les récupérer. Ils ne doivent pas être utilisés pour des prêts à long terme aux entreprises, ni pour une participation à leur capital. L'historien Jean-Marie Mayeur écrit que « *aux risques des entreprises industrielles, le prudent Henri Germain préfère les effets de commerce et créances gagées. Ces valeurs sont les plus sûres et les plus réalisables qui soient. Ce sont elles qui doivent former la contrepartie des dépôts du Crédit lyonnais* ».

Cette prudence avait été jugée excessive par les banquiers britanniques dans les années 1840, après bien des débats autour du rôle de la Banque d'Angleterre. Ils avaient constaté que dans la réalité, le public laissait d'ordinaire la plus grosse part de son argent à la banque et ne venait jamais le retirer d'un coup. Ces dépôts pouvaient donc être prêtés à l'industrie, alors que les banques françaises sont réticentes à le faire. En conséquence, en France, comme au début du capitalisme, les commerçants continuent à se prêter entre eux. Cela limite le crédit possible.

Les banques d'affaires, au contraire, celles qui ont du capital placé chez elles à long terme, investissent dans l'industrie. La formule est « *capitaux longs, placements longs* », et signifie que des capitaux que l'on possède (à long terme) peuvent financer des investissements (à long terme également).

Cette attitude prudente nuit au développement de la bourgeoisie elle-même. Mais à l'image de ces épargnants, les bourgeois français adorent les placements réputés « sûrs », comme les emprunts d'État. Et les grandes

banques de dépôt, comme le Crédit lyonnais, dont l'attitude prudente devient un dogme suivi durant toute une période par l'ensemble des banques de dépôt, encouragent cette orientation. Il est beaucoup plus profitable et infiniment moins risqué pour elles de placer dans le public ces emprunts émis par des États en apparence solides : ceux de l'Empire russe, de l'Empire austro-hongrois ou de l'Empire ottoman... trois empires qui s'effondrent après la guerre de 1914-1918, faisant s'envoler ainsi la fortune placée par ces petits-bourgeois. Quant aux bons du trésor et emprunts de l'État français, après la guerre de 1914, l'inflation laminera leur valeur, remboursant l'or apporté par ces épargnants trop confiants, au mieux, au cinquième de sa valeur.

* * *

En France donc, bien que le crédit et le système bancaire se soient développés, la structure de la banque ne favorise pas un capitalisme dynamique et entreprenant, mais plutôt un capitalisme de rentiers. Il coexiste certes avec de grands aventuriers, de grands capitaines d'industrie et de grands investissements. Mais les PME, constituant de ce tissu industriel qui change le pays et dont sont nés bien des futurs groupes, doivent souvent se débrouiller par elles-mêmes. Quant aux agriculteurs, ils ne trouvent pas auprès des banques le crédit dont ils auraient besoin pour agrandir leur exploitation, s'équiper et se moderniser.

Chapitre III

Un développement à l'abri de l'État

Après la fin de la révolution de 1848 et le coup d'État de Napoléon III, c'est un gouvernement plus industrialiste, aux accents modernistes saint-simoniens, qui impulse une accélération au développement, profitant d'une conjoncture économique favorable. Il développe les infrastructures, construit des ports, agrandit ceux de Marseille ou Saint-Nazaire, développe le chemin de fer. C'est la période où Zola situe l'action de ses romans, bien que ses enquêtes de terrain soient menées des années 1870 aux années 1890. Le Second Empire est la période qui ressemble le plus à une révolution industrielle. Mais sans aller à pas de tortue, le rythme est inférieur à ses concurrents. Et, alors qu'au moment de l'échec des révolutions de 1848, l'Allemagne accusait un retard sur la France, vingt ans plus tard, elle a effacé son retard et dépasse la France.

De l'artisan à la société anonyme

Les lois changent, et les sociétés acquièrent leur forme moderne. Jusque-là, les entrepreneurs misaient leurs propres capitaux, empruntant peu aux banques, et davantage à leur famille ou leurs proches, ou vivaient du crédit accordé par leurs fournisseurs. Si l'un de ceux auxquels ils

faisaient crédit ne payait pas, ils devaient rembourser les dettes de leur entreprise sur leurs biens propres. Désormais, le régime des SARL, sociétés à responsabilité limitée, comme celui des SA, sociétés anonymes, permet de distinguer les biens de l'entreprise de ceux de son propriétaire.

C'est un avantage accordé aux bourgeois qui peuvent ainsi sauver leur fortune personnelle s'ils font faillite, alors que leurs salariés ou leurs fournisseurs, eux, perdent tout. Mais c'est aussi un encouragement à placer ses capitaux dans l'industrie. Celui qui en accepte le risque reçoit des actions en échange, ainsi que la promesse d'être associé aux bénéfices s'il y en a. Mais il ne risque pas l'intégralité de sa fortune en cas de faillite de l'entreprise. Toutes les sociétés sont alors « à responsabilité limitée », et au pire, l'actionnaire ne peut perdre que ses actions. Sa responsabilité est limitée « au montant des apports » c'est-à-dire à l'argent qu'il a mis dans l'affaire. La SARL a un nombre limité d'associés : cinquante. Ils se connaissent et se cooptent mutuellement. À l'inverse, dans la société anonyme, le nombre d'actionnaires est illimité. Lorsqu'il y en a des milliers, puis des millions, ils ne se connaissent plus et la revente des actions est libre.

Dans les deux cas, la responsabilité limitée encourage ceux qui ont de l'argent à apporter leurs capitaux aux entrepreneurs qui les font fructifier. Et l'actionnaire peut gagner gros ! Ainsi Zola décrit-il dans *Germinal* le personnage d'Honoré Grégoire, un rentier qui vit du travail des mineurs sans en avoir réellement conscience : le grand-père du personnage, régisseur d'un domaine, celui du fondateur noble de la compagnie minière, avait mis 10 000 livres dans

l'affaire (somme considérable pour un employé, comparable à 30 000 ou 50 000 euros actuels). Un demi-siècle après, cette somme rapporte à son descendant autant que le prix d'achat. Et cela, chaque année ! À l'époque du récit, l'action originale de 10 000 francs en vaut 60 à 100 fois plus, permettant à ce rentier de vivre sans travailler avec un revenu de 40 000 francs par an, soit 50 fois ce que gagne dans le même temps Maheu : lui, c'est le pendant ouvrier de ce rentier, issu de trois générations de mineurs, dont celui qui a découvert la veine de charbon pour le compte des actionnaires. Et encore, Maheu est-il un mineur qualifié, payé deux fois plus que Lantier, le meneur de la grève.

Grandes entreprises et France rurale

Les chiffres de Zola sont réalistes. Ils sont tirés d'une enquête de terrain réalisée dans les mines d'Anzin, près de Valenciennes. Ces mines avaient été fondées en 1734 par des familles nobles et reprises, lorsque ces nobles émigrèrent à la Révolution, par des financiers issus de la Compagnie des Indes orientales, au nombre desquels on trouve la famille Périer. L'un des membres de cette famille sera président de la République à la fin du 19e siècle, et la Compagnie accueillera à sa direction leur ami, Adolphe Thiers, le fossoyeur de la Commune de Paris de 1871. Les mines deviennent très rentables lorsqu'on découvre vers 1850 jusqu'où se prolonge le gisement de charbon. Un historien local, Alfred Bucquet, écrit qu'en « *1856, la fosse Sainte-Élisabeth, ouverte en 1852, occupe 513 ouvriers et donne 62 210 tonnes de produits.* [En 1866] *les quatre fosses donnent 348 631 tonnes avec 1583 ouvriers.* »

Les changements de législation facilitent la fondation de sociétés par actions. Jusque-là, une société anonyme ne pouvait être créée que par un décret pris en Conseil des ministres. Le marché des actions s'étend alors. Seules quelques dizaines de sociétés, 90 valeurs françaises, étaient cotées à la Bourse de Paris en 1850. Elles sont 198, plus du double, fin 1869 ; en comptant les valeurs étrangères, le nombre de valeurs traitées triple en 20 ans. Zola en fait naturellement un roman, *L'Argent*, décrivant davantage les spéculations et les krachs financiers des années 1880 que ceux des années 1850 ou 1860. Il montre symboliquement le développement du grand capital à travers la croissance de ce grand magasin imaginaire, le Bonheur des Dames, qui ruine les boutiques concurrentes. Le Second Empire est l'époque où se créent à Paris les grands magasins, Le Bon Marché en 1852 ou le Printemps en 1865, celle où s'étendent les passages urbains, amorce des centres commerciaux du 20e siècle.

Mais derrière ces symboles du capitalisme triomphant, la France reste rurale, dominée par la boutique et le petit commerce. Or développer le capitalisme, c'est développer les échanges, ouvrir la campagne sur la ville. Et pour créer un marché national, il faut un réseau de transports efficaces et bon marché. La manière dont celui-ci s'est développé en France est révélatrice du développement de la bourgeoisie française.

Les transports

L'unification des poids et mesures était une condition nécessaire pour créer un marché national unifié, mais elle n'était pas suffisante. Le village continuait à vivre replié

sur lui-même ou sur le marché local, et les marchandises ne circulaient guère. Le transport était lent, coûteux. Les routes ne permettaient pas de transporter vite et à peu de frais des marchandises lourdes, et on passait par la voie fluviale : transporté par terre, le blé doublait de prix tous les 100 km ou presque.

En France, où la monarchie est forte et centralisée, l'Ancien Régime avait créé l'administration des Ponts et Chaussées (en 1747, avant la Révolution) et tracé ce réseau en étoile, centré sur Paris, typique d'un centralisme qu'on dira ensuite jacobin ou napoléonien, mais qui fut d'abord royal et bourbon. Les relais de poste permettent de changer de chevaux pour aller rapidement (pour l'époque) d'un point à un autre. Il recouvre le réseau actuel des grandes nationales, de la nationale 1 vers Lille, à la nationale 7, celle de la chanson de Trenet qui fait « *de Paris un petit faubourg de Valence et la banlieue de Saint-Paul-de-Vence* ». Avant 1789, il ne fallait qu'une petite semaine pour faire Paris-Lyon. En 1850, le temps est tombé à un peu plus de deux jours, quand le TGV met aujourd'hui deux heures à peine ! De province à province, c'est pire. En 1825, il faut 8 à 10 heures pour aller de Toulouse à Castres, distante d'à peine 75 km et, en 1840, plus d'une journée supplémentaire pour rallier Marseille. Et encore, ces grandes voies de circulation laissent de côté les campagnes, aux chemins creux, boueux, impraticables pour de lourds chariots, enfermant les villageois dans l'autoconsommation ou limitant leurs échanges aux marchés locaux et empêchant l'agriculture de se spécialiser.

En Grande-Bretagne, la faiblesse de la monarchie avait laissé des routes dans un état pire encore. Mais cette faiblesse

va se transformer en force. Car devant cette carence, et pour satisfaire leurs besoins de transport, les industriels vont susciter et encourager de nouvelles techniques. Sur initiative privée, sont construites des routes utilisant les innovations de McAdam : concasser les pierres avant d'empierrer les routes, empiler des couches différentes afin de permettre aux routes de mieux résister au temps au lieu de se détériorer rapidement. S'ouvrent alors des *turnpike roads* (routes à péage, *turnpike* signifiant tourniquet) construites par des fabricants pour relier leurs usines aux ports ou aux grands marchés, ouvertes aux autres usagers. Elles sont tellement pratiques que ceux-ci acceptent de payer, jusqu'à ce que la multiplication des péages soit ressentie comme une entrave insupportable et que ceux-ci disparaissent dans les années 1850.

Les canaux sont construits selon le même modèle et une fièvre des canaux s'empare de la Grande-Bretagne au début du 19e siècle. Le canal ouvert par le bien nommé duc de Bridgewater en 1765 (bridgewater signifiant pont sur l'eau) frappe les esprits : il fait 65 km de long, sans écluse, avec ponts et tunnels, et relie ses mines de charbon à la ville de Manchester. Il fait surtout chuter de moitié le prix du charbon, puis du coton, deux des moteurs de la révolution industrielle dans la région.

Le chemin de fer

Le chemin de fer se développe dans les années 1830. La technique des rails et des wagonnets était déjà utilisée dans les mines, des deux côtés de la Manche, en utilisant généralement la traction animale. Au début du 19e siècle, la

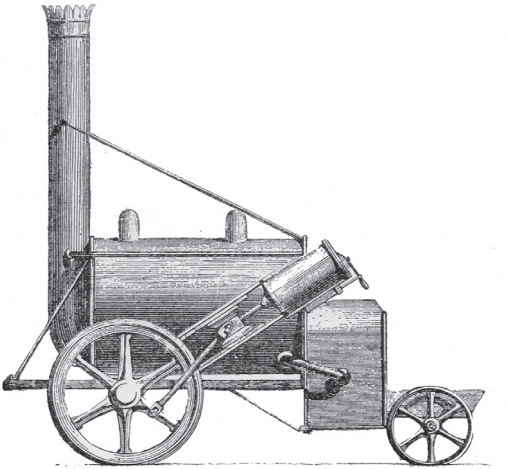
sidérurgie était assez développée pour construire un chariot métallique résistant au poids des machines à vapeur. Mais le problème était que la route, elle, n'aurait pas supporté le passage d'une telle charge. Or si la route n'était pas adaptée, dès les années 1800, la vapeur avait été utilisée pour la navigation, fluviale essentiellement. Mais même les bateaux à vapeur avaient du mal à remonter certains fleuves comme le Rhône. Et c'est entre autres en cherchant à résoudre ce problème que le chemin de fer fut inventé.

En 1828, Marc Seguin, ingénieur à Saint-Étienne, ville minière, cherche à améliorer le rendement de la machine à vapeur de Watt pour résoudre ces problèmes de navigation. Comment l'alléger et améliorer son rendement ? Il a l'idée de faire passer plusieurs fins tuyaux de vapeur (de cuivre, meilleur conducteur, et non plus de fer) au milieu de l'eau, afin de multiplier les échanges thermiques et chauffer davantage la vapeur, augmentant ainsi le rendement de la machine. Après plusieurs essais et tâtonnements, il crée une machine, dite « tubulaire », allégée et plus puissante. C'est un progrès, car les premiers essais de chemin de fer en France ou en Grande-Bretagne avaient buté sur ces problèmes de poids et de puissance.

Les idées circulent entre la France et la Grande-Bretagne, inventeurs et ingénieurs se rencontrent. Comme au temps de la machine de Watt, plusieurs ingénieurs tentent de mettre au point des systèmes efficaces. Marc Seguin connaît Stephenson, l'ingénieur britannique qui remporte le concours de 1829 et construit la première locomotive qui sorte des prototypes expérimentaux et se prête à une exploitation régulière. Celui-ci a repris le principe de la

chaudière tubulaire mais lui ajoute une cheminée qui améliore le tirage du foyer, et donc la puissance de l'engin, et modifie la transmission par les bielles. Sa Rocket (fusée, en anglais) est une machine qui roule à plus de 40 km/h à vide et peut tirer 13 tonnes à près de 20 km/h.

L'innovation est rapidement adoptée en Grande-Bretagne. Les premières lignes sont immédiatement rentables



La Rocket de Stephenson.

et les années 1830 et 1840 sont l'objet d'une véritable *railwaymania*, une fièvre des chemins de fer, supérieure encore à la fièvre des canaux qui l'avait précédée. Des industriels suscitent la construction de voies ferrées, toutes les villes veulent être reliées entre elles. Une multitude de toutes

petites compagnies locales va naître, créant un réseau de 3 000 km de voies ferrées en 1840, 10 000 km une décennie plus tard. Ces compagnies privées, rivales, ont des matériels, parfois même des écartements, différents, avant que dans un second temps, l'État impose certaines règles et que le secteur se concentre, ne laissant subsister essentiellement que les *Big Four*, les quatre plus grandes à la fin du siècle.

En France, le chemin de fer ne se développe que dix ans plus tard, et au terme d'un processus bien différent.

Il y a les réticences de l'Académie, qui craint que la santé des voyageurs ne résiste pas à de telles vitesses. Des villes refusent l'entrée du chemin de fer et obligent la gare à s'implanter en périphérie, comme Orléans avec les Aubrais ou Tours avec Saint-Pierre-des-Corps. En 1848, le réseau français ne totalise que 3 000 km, trois fois moins que le réseau anglais pour un territoire deux fois et demi plus vaste. Le PLM, Paris-Lyon-Marseille, s'arrête peu après Auxerre, reprend de Dijon à Chalon, puis s'interrompt jusqu'à Avignon.

Des investisseurs bien protégés

La première ligne de chemin de fer a été inaugurée en France dès 1827, avant la Grande-Bretagne, et relie les mines de Saint-Étienne à Lyon. Mais elle n'est ouverte aux voyageurs qu'en 1832. Et ce n'est qu'en 1842, alors que la Grande-Bretagne est déjà en pleine fièvre de construction, que la loi organise le développement du réseau en France.

Contrairement à la Grande-Bretagne, ce développement ne repose pas sur l'initiative privée. La loi de 1842 prévoit que le gouvernement impulse la construction et trace le

plan du réseau. Il réalise les expropriations, achète les terrains, finance la construction des infrastructures (ponts, tunnels, bâtiments) et se charge lui-même du gros œuvre. Les sommes nécessaires sont fournies par l'emprunt, autre façon de garantir les revenus de la bourgeoisie. Il faut y ajouter l'impôt ou les finances des collectivités locales, communes et départements traversés par le chemin de fer, mises à contribution sans leur demander leur avis. Sous le Second Empire, l'État garantit même le rendement des emprunts réalisés par les compagnies privées, s'engageant à payer les trois quarts des intérêts promis aux souscripteurs, au cas où les profits ne seraient pas à la hauteur de leurs espérances.

Et les compagnies privées, que font-elles ? Elles fournissent les rails et le matériel (locomotives, wagons...), exploitent les lignes et surtout, encaissent les bénéfices. Les lignes leur sont concédées pour plusieurs dizaines d'années. Si, à la fin de ce bail, une autre compagnie veut reprendre la ligne, c'est au concessionnaire privé précédent qu'elle payera, pas à l'État qui a pourtant réalisé ces lourds investissements.

Les bourgeois s'étaient montrés prudents au début, mais la rentabilité des premières lignes attire immédiatement la spéculation.

C'est ainsi qu'entre 1850 et 1870, le réseau ferré passe de 3 000 km à 18 000 km. Et le développement du chemin de fer a des effets d'entraînement très forts. Fondre des kilomètres de rails, construire des locomotives, des wagons, du matériel divers, ce sont des commandes très importantes pour la sidérurgie et l'industrie mécanique. À lui seul, le

secteur ferroviaire assure le cinquième de leurs débouchés. Et cela favorise l'essor de grandes sociétés de la sidérurgie ou du matériel de transport comme Schneider, Fives-Lille, Cail, Batignolles, etc. Quant au prix du transport, il est divisé par cinq en passant de la route au rail, ce qui achève la réalisation du marché national.

Différent de celui de la Grande-Bretagne, ce type de développement impulsé par l'État, sur son initiative et grâce à son aide, est une constante en France tout au long du 19e siècle. Déjà, Louis-Philippe, très impressionné par la « fièvre des canaux » de la Grande-Bretagne, favorise leur développement en France lorsqu'il accède au pouvoir en 1830. Le mécanisme, expropriation et gros œuvre réalisés par l'État, exploitation par le privé qui en recueille les bénéfices, est similaire à ce qui se fait ultérieurement pour le chemin de fer. Et lors de la période de « longue dépression », le plan Freycinet de 1879 (du nom du ministre des Transports) relance l'activité de construction ferroviaire selon un schéma identique.

Ce système dure donc au-delà des régimes, même après la chute de l'Empire lorsque la IIIe République se donne comme objectif de relier chaque sous-préfecture au réseau de chemin de fer. Il s'agit alors de relier les petits bourgs de campagne aux villes, à une époque où l'on se déplace en carriole à cheval. Le gouvernement rachète les lignes en déficit (notamment le réseau de l'Ouest), constituant un réseau d'État au bénéfice des grandes compagnies. Ce plan Freycinet porte le réseau à son extension maximale, passant de 20 000 km en 1870 à près de 50 000 km à la veille de la guerre de 1914-1918.

Il faut inclure dans ce même plan Freycinet la normalisation des canaux, qui participe aussi à la relance des travaux. Les péniches de « gabarit Freycinet » se généralisent. Elles sont devenues depuis une norme européenne, avec une longueur de 38,5 m sur 5,05 m, qui correspond à la longueur d'un sas d'écluse. Et c'est encore l'État qui engage les travaux de modernisation des canaux et des écluses, permettant le développement de la navigation fluviale à une époque où les industriels ont besoin que charbon, minerai et matières pondéreuses circulent sans leur coûter trop cher.

* * *

Une bourgeoisie entreprenante en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, une bourgeoisie qui a besoin d'être tirée, aidée, soutenue par l'État en France, le patronat français montre ses caractéristiques. L'État se met à son service, s'endettant, prenant l'argent des impôts, taxant les communes et les départements pour financer ces infrastructures dont la bourgeoisie profite. Ces traits durent au-delà du 19e siècle. Le patronat français s'est appuyé sur l'État pour construire un réseau d'électricité dans les années 1920 à 1930, de relais de télévision après 1945, de télécommunications dans les années 1970, d'autoroutes ou de lignes de chemin de fer à grande vitesse, pour les récupérer une fois l'activité devenue rentable, ou les laisser à l'État dans le cas contraire.

Chapitre IV

Les branches de la révolution industrielle

Les transports le révèlent : au milieu du 19e siècle, la bourgeoisie française accuse un net retard sur sa rivale britannique. Le développement du Second Empire ne le comble pas. Le retard ne se limite pas aux transports, mais concerne aussi les principaux secteurs concernés par la révolution industrielle : charbon, acier et coton.

Un manque d'énergie

Le problème des sources d'énergie était le problème clé de la révolution industrielle. Avant celle-ci, le machinisme n'était pas développé car l'industrie, l'agriculture, la population en général, ne disposaient pas d'énergie en abondance. Lorsque c'était le cas, elle n'en avait pas de façon régulière, ne disposant jamais de beaucoup d'énergie à la fois. Cette énergie dépendait toujours des caprices de la nature, du vent ou plus souvent de l'eau. Et si la sidérurgie, l'art de produire du fer et ses dérivés, acier et fonte, était maîtrisée depuis des millénaires, la production de métal demeurait limitée.

Dans un pays de forêts et de rivières comme la France, les machines avaient donc un bâti en bois, matière abondante

et bon marché, mais qui résistait mal au temps. Elles utilisaient des roues à eau comme source d'énergie. Les moulins à vent sont plus délicats à manier car si, comme dans la chanson, « *meunier, tu dors* », et que « *ton moulin, ton moulin va trop vite* », le vent peut endommager le mécanisme, ou arracher le bâti. Et un moulin à vent est une construction imposante tandis que le moulin à eau s'installe avec moins de difficultés sur la plupart des rivières. Mais une retenue d'eau pose aussi des problèmes : selon les périodes de l'année, la roue du moulin peut être noyée sous l'eau, le courant trop fort ou insuffisant, la rivière à sec, prise par les glaces ou en crue... Bref, quelle qu'en soit la source, l'ancien temps manquait d'énergie et avait souvent recours à des machines à bras ou à la traction animale.

Au 18e siècle, des innovations font progresser la production de fer et d'acier, ce qui augmente les besoins en charbon. La Grande-Bretagne creuse alors davantage de mines, en suivant les veines de charbon. Creuser le sol, parfois à plusieurs centaines de mètres de profondeur, cela signifie inévitablement traverser la nappe phréatique. Pour extraire le charbon, il a donc fallu pomper l'eau des mines dans des proportions toujours plus grandes, afin d'éviter que les galeries ne soient noyées.

De la pompe à la machine à vapeur

À l'origine, il s'agit donc de résoudre le problème du pompage. Les pompes classiques sont limitées par la nécessité de contrebalancer la pression de l'air. Les expériences de Toricelli, l'inventeur du baromètre, avaient montré au début du 17e siècle que les pompes dites « atmosphériques »

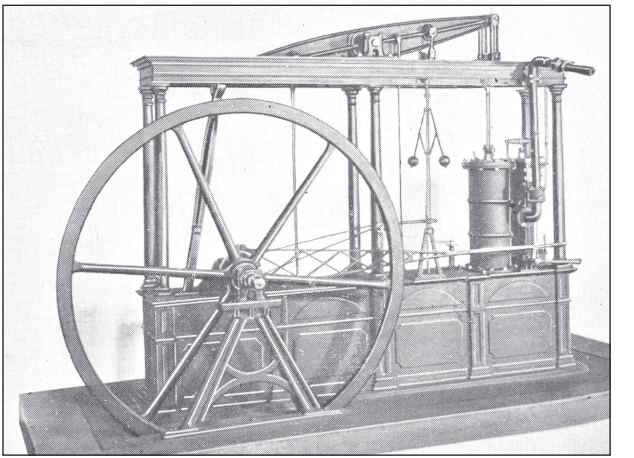
ne pouvaient pomper l'eau à plus de dix mètres. Cette hauteur d'eau correspond au poids de la colonne d'air de l'atmosphère qu'il faut contrebalancer pour tirer l'eau. L'idée d'utiliser la vapeur comme source d'énergie circulait des deux côtés de la Manche et, de la fin du 17e siècle au début du 18e, les inventions se multiplient : machine de Papin, voiture de Cugnot en France, pompe à vapeur dite « amie du mineur » de Savery en Grande-Bretagne. Mais aucune n'avait fait réellement ses preuves.

C'est de la Grande-Bretagne que vient la solution en 1712, avec la machine de Newcomen, du nom de son inventeur. Les *fire engines*, « machines à feu », étaient des machines qui chauffaient l'eau et la transformaient en vapeur. La vapeur admise dans une chambre repoussait alors un piston vers le haut. Lorsque la chambre du piston était pleine de vapeur chaude, un petit jet d'eau froide y était envoyé. La vapeur se condensait alors brutalement, créant ainsi une aspiration. Laquelle faisait redescendre brutalement le piston, entraînant la pompe et remontant l'eau du plus profond des mines. Ces machines étaient dites atmosphériques car leur force venait de la différence entre la pression de l'air à l'extérieur de la chambre et la dépression créé par la condensation de la vapeur dans celui-ci.

Ces premières pompes à vapeur sont des constructions imposantes, sortes de moulins de deux étages et ne peuvent servir que de pompes. Très utiles néanmoins, plusieurs dizaines d'entre elles sont employées dans les mines anglaises avant la fin du 18e siècle.

Ce sont ces machines que James Watt perfectionne, entre le début des années 1760 et la fin des années 1780.

Il n'est pas le seul et quantité d'industriels, d'artisans, de fabricants de machines, cherchent à améliorer la machine de Newcomen. Si l'histoire a retenu le nom de Watt, qui a trouvé l'invention décisive, des dizaines de brevets concurrents, améliorant tel ou tel aspect, sont déposés dans la période. Watt, mécanicien et bricoleur de génie, autodidacte, en améliore le fonctionnement par un système de bielles qui solidarisent le piston et la pompe. Il parvient aussi à régulariser le mouvement grâce à un volant d'inertie et un régulateur à boules. Mais surtout, il améliore son rendement. La machine de Newcomen perdait de l'énergie en refroidissant le piston pour créer une aspiration à chaque mouvement. La principale innovation de Watt est d'effectuer la condensation dans une chambre séparée. De plus, dans la machine de Watt, la vapeur est introduite



La machine de Watt

alternativement d'un côté du piston puis de l'autre par un système de clapets. Le piston étant poussé par la vapeur d'un côté puis de l'autre, sa machine est dite « à double effet » et non plus « atmosphérique ». Le résultat est spectaculaire : les premières machines de Newcomen donnaient un coup toutes les cinq secondes environ, comme les puits de pétrole actuels. La machine de Watt, elle, fonctionne en continu, avec le « tchouk-tchouk » des locomotives, rapidement et en économisant beaucoup d'énergie.

L'innovation s'étend au financement de ses nouveautés. Watt s'est associé à un industriel, Matthew Boulton, afin de convertir les industriels à ses machines : les deux associés déposent leurs machines à l'essai chez les propriétaires des mines, ne demandant en échange qu'une partie des économies réalisées. C'est un succès. Si environ 500 machines sont installées en 1800, après cette date, lorsque le brevet tombe dans le domaine public, leur nombre explose : 15 000 en 1830, 2 millions en 1880 !

Ce n'est pas pour rien que Watt est devenu le symbole de la révolution industrielle. Sa machine est bien plus qu'une pompe pour les mines. Son principe peut être appliqué à d'autres utilisations. C'est une source d'énergie polyvalente, capable de transmettre un mouvement à n'importe quel outil, une machine à produire de l'énergie, d'un volume plus petit que les machines à feu de Newcomen. Et elle peut être installée dans un atelier, développant une énergie colossale, employable n'importe où, n'importe quand. Cette énergie peut se transmettre à d'autres machines, à l'aide des poulies et des courroies qui traversent les ateliers du 19e siècle.

En France, on a peu de charbon, mais...

Pour la vapeur, il faut du charbon et la France en a peu à cette époque. Mais les artisans et les industriels français maîtrisent bien la technique ancienne des moulins à eau. Des perfectionnements y sont apportés, comme la turbine de Fourneyron (du nom de son inventeur) en 1832. La turbine, très répandue aujourd'hui, est utilisée dans les moteurs d'avions ou les centrales électriques. Le principe de la turbine de Fourneyron consiste à forcer l'eau à faire tourner une roue, en positionnant les aubes de la roue extérieure, celle qui va tourner, en sens inverse des pales de la roue intérieure, qui elle, reste fixe. L'eau ou le fluide peut tomber verticalement ou passer horizontalement, c'est la circulation de l'eau entre les pales qui fait tourner la roue extérieure. Son rendement est bien supérieur aux moulins à eau traditionnels.

Ingénieur des mines de Saint-Étienne, Benoît Fourneyron travaillait pour un maître de forges du Jura. Comme bien des sidérurgistes en France, il utilisait l'énergie hydraulique, et non le charbon. Le conservatisme de la bourgeoisie française du 19e siècle est tel qu'il faudra cinq ans pour convaincre un industriel de l'utiliser.

La France ne dispose à l'époque que de petits gisements de charbon, comme ceux de la façade est du Massif central. Celui des mines de *Germinal* au nord n'est totalement découvert que dans la seconde moitié du 19e siècle. C'est un handicap évident, car le charbon est la matière première reine de la révolution industrielle, combustible des machines à vapeur et élément indispensable pour fabriquer le

métal, acier ou fonte, dont l'industrie et les machines ont besoin.

Les industriels français importent du charbon anglais, mais pallient surtout ce manque par le recours aux sources d'énergie traditionnelles. Ce n'est pas un hasard si la turbine, fruit de décennies de perfectionnements des moulins à eau, a été inventée en France, alors que la Grande-Bretagne l'ignore et n'en a pas besoin. En retour, cela favorise la dispersion de l'industrie dans de petits sites, près des rivières, en milieu rural ou dans de petites villes comme c'était le cas en Grande-Bretagne avant la diffusion de la machine à vapeur. Les industriels profitent ainsi d'une main-d'œuvre abondante et bon marché, ruraux et paysans pauvres cherchant une activité de complément. En Grande-Bretagne au contraire, l'utilisation de machines à vapeur favorise le regroupement de salariés dans de grandes unités de production, brassant plus de capitaux, dégageant davantage de profits et susceptibles d'utiliser rapidement les innovations au fur et à mesure de leur apparition. Pendant longtemps, la France sera un pays de petites industries dispersées à la campagne, au lieu des grandes unités de production caractéristiques du monde industriel moderne.

Du fait de ce retard, la France utilise moins de puissance mécanique (mesurée en chevaux-vapeur) que ses voisins et concurrents. Ainsi, avec 34 000 ch, la France n'a-t-elle que 10 % de la puissance mécanique de la Grande-Bretagne en 1840. En 1888, elle s'est développée mais n'en a qu'un peu plus du tiers. Par rapport à l'Allemagne, le décalage est encore plus frappant. La France avait 50 % de puissance mécanique de plus que l'Allemagne en 1840 comme en

1850. Elle est dépassée par celle-ci dès 1860 et son retard s'accentue ensuite. En 1888, la France a 796 000 ch tandis que l'Allemagne en a plus de deux millions, deux fois et demi plus.

Pour l'acier, on fait feu de tout bois

Le manque de charbon en France pèse aussi sur la sidérurgie.

C'est une activité ancienne, et l'« âge du fer » remonte à plus de 1000 ans avant notre ère. Le fer est très abondant dans l'écorce terrestre, mais les métaux ne se trouvent généralement pas à l'état pur. Il faut transformer les minerais, oxydes et composés divers par une opération chimique appelée « réduction ». Cela nécessite de chauffer le minerai à des températures élevées, 1100 degrés pour obtenir de la fonte (un alliage de fer et de 2 % à 4 % de carbone), et plus de 1500 degrés pour obtenir de l'acier (un alliage de fer avec moins de 2,1 % de carbone). Plusieurs jours étaient nécessaires dans les « bas fourneaux » de l'Antiquité ou du Moyen Âge. La révolution industrielle ayant besoin de métal pour ses machines, la période suscite des améliorations techniques.

L'innovation vient une fois de plus de Grande-Bretagne, par utilisation de charbon (qu'on dit à l'époque « de terre ») à la place de charbon de bois en tant que combustible. Cela permet de surmonter les conflits liés à l'usage du bois, combustible domestique ou matériau de base dans la construction navale. Le charbon avait pourtant mauvaise réputation, car il apportait des impuretés (du soufre notamment) qui rendaient la fonte cassante. Mais en utilisant

un charbon local qui, par chance, avait une faible teneur en soufre et en le transformant en coke (qui est du charbon chauffé sans oxygène, une transformation identique à celle du bois en charbon de bois), Abraham Darby, un artisan, va réaliser en 1709 la première coulée de fonte au coke. Il va travailler avec Savery, celui des premières machines à vapeur. Newcomen utilise son acier dans les fire engine. En 1760, la Grande-Bretagne ne compte que 17 hauts fourneaux au coke, mais vingt ans plus tard, le procédé s'est généralisé et la fonte au charbon de bois disparaît peu à peu de Grande-Bretagne au début du 19e siècle.

La production britannique de fonte et d'acier, dont les machines et l'industrie ont désormais besoin, croît de manière exponentielle. Elle est multipliée par dix tous les 50 ans, passant en Grande-Bretagne de 25 000 tonnes à 2,25 millions de tonnes entre 1750 et 1850, et dépassant les 20 millions de tonnes à la veille de la guerre de 1914-1918.

En France, le développement est plus lent. Avant la Révolution, l'industrie métallurgique, aux mains de la noblesse, était implantée en Normandie et Franche-Comté. Si les innovations anglaises traversent la Manche, la pénurie de charbon favorise le maintien d'une petite sidérurgie dispersée, utilisant le charbon de bois. Et dans la métallurgie, dans la première moitié du 19e siècle, même en Normandie, région industrielle, « *presque partout on travaille dans de petits ateliers, parfois même à domicile et on emploie une main-d'œuvre qui reste largement rurale* », écrivent les historiens Jardin et Tudesq.

De grands capitaines d'industrie

Pourtant, le 19e siècle a laissé en France le souvenir de capitaines d'industrie innovateurs. Et il y en a eu, bien entendu. Comment ne pas citer Eugène Schneider, le type même du grand capitaliste, député influent et ministre.

Il avait commencé dans la banque de la famille Seillière. C'est cette dernière qui, ayant racheté des forges dans les années 1830, l'avait placé à leur tête pour réinvestir les profits gagnés dans l'expédition d'Algérie quelques années auparavant. Sous son impulsion et avec l'apport de ses propres capitaux, l'usine se développe. La petite bourgade du Creusot se transforme en « Schneiderville », où l'on est Schneider de la naissance à la tombe, en passant par l'école professionnelle et l'usine. Vestige de ce temps, l'entrée de la ville est encore marquée de nos jours, non par une statue mais par ce marteau pilon, le plus important au monde entre 1877 et 1891. Pesant cent tonnes, deux fois plus que celui de Krupp, le marteau produisait un son qui s'entendait à 10 km à la ronde lorsqu'il frappait la pièce. Un écrivain de l'époque notait que « *cette formidable masse est à même de boucher une bouteille sans rien casser, ouvrir une noix sans en abîmer les cerneaux* ».

Autre grand sidérurgiste, Jean-François Cail, simple apprenti dans sa jeunesse, entrepreneur individuel et innovateur, qui devient dans les années 1860 l'un des plus puissants patrons français. Spécialisé au départ dans la distillation du sucre, il s'engage dans l'aventure ferroviaire en 1844. Son usine construit les premières locomotives sous brevet anglais (Crampton) et figure en 1850 au second rang des

constructeurs français de locomotives. C'est lui qui réalise le pont d'Arcole à Paris, le premier en fer et non en fonte.

On peut encore citer Fives-Lille, grande entreprise de construction métallique et ferroviaire à qui on doit le pont Alexandre III et la gare d'Orsay à Paris, qui fusionnera par la suite avec la précédente pour donner Fives-Cail. Ce sont ces grands groupes, de Wendel, Fives-Lille ou Schneider qui, regroupés avec d'autres en 1864, créent le très influent Comité des forges, ancêtre du Medef.

Mais aussi de petits entrepreneurs

Mais ces réussites ne doivent pas occulter les retards. Pays de forêts disposant de peu de charbon, avec une population rurale nombreuse, la France voit son industrie sidérurgique continuer longtemps à utiliser le bois plutôt que le charbon, restant dispersée en de petites unités. Cette attitude vient de loin : l'historien Louis Bergeron note que vers 1811, « *le milieu des maîtres de forges paraît l'un des plus réticents au changement. Cet attachement à une conception rentière des affaires plus qu'industrielle conduit même à admettre qu'une partie des hauts fourneaux puisse chômer faute de charbon de bois plutôt que d'envisager une transformation des installations et procédés* ».

C'est la seconde vague d'innovations, celle de la seconde moitié du 19e siècle, avec les fours Martin et Siemens, ou le convertisseur Bessemer, qui forcent les industriels français du secteur à développer de grandes unités et abandonner la fonte au bois. C'est la période du développement de la sidérurgie lorraine. Mais même à ce moment, de petites unités subsistent. Exemple entre tous, cet industriel qui

rachète une petite usine à Sommevoire en Haute-Marne en 1857, et la développe en fonderie d'art, la fonderie Durenne. Elle compte plusieurs centaines d'ouvriers jusqu'au 20e siècle. C'est une activité très rentable, qui lui permet de racheter le château de Bellevue à Presles, quelques années après la construction de la bâtisse, et d'y déposer une statue de Diane issue de sa fonderie. Juste retour des choses, si cette statue agrémente toujours le parc, celui-ci héberge aujourd'hui la fête de Lutte ouvrière !

Si la fonte au coke représentait 44 % de la production sidérurgique en 1851, ce chiffre montera à 80 % en 1864. La taille des unités de production augmente avec le convertisseur Bessemer, qui permet d'obtenir directement de l'acier sans passer par l'étape de la fonte. Tout en imposant une taille minimum aux unités de production, ce procédé fait baisser le prix de l'acier de plus de moitié. L'acier remplace alors la fonte et le fer dans un certain nombre d'usages industriels. Ainsi, aux débuts du 19e siècle, on utilisait à peine une tonne d'acier pour dix de fonte alors que les proportions deviennent presque égales à la fin du siècle. La production d'acier fait plus que tripler en France entre 1860 et 1900, et double encore entre 1900 et la veille de la guerre de 1914-1918. Mais les courbes montrent que même à cette période, le décollage de la production d'acier intervient avec un décalage de près de vingt ans sur la Grande-Bretagne. Or dans le même temps, l'Allemagne comble son retard plus rapidement : elle qui produisait moins d'acier que la France en 1860 en produit davantage en 1880 (après l'annexion d'une partie de la sidérurgie lorraine, il est vrai)

mais surtout, quatre fois plus que la France à la veille de la guerre de 1914.

L'essor de la sidérurgie moderne entraîne la disparition progressive de la petite sidérurgie rurale. La bourgeoisie française prend le tournant, mais moins vite que ses concurrents. Et même les usines Schneider du Creusot qui regroupent 10 000 ouvriers ne peuvent se comparer à celles de Krupp en Allemagne qui, dans un développement fulgurant, en comptent trois ou quatre fois plus.

La révolution, c'est coton !

Le troisième volet du triptyque de la révolution industrielle est le textile, plus particulièrement le coton.

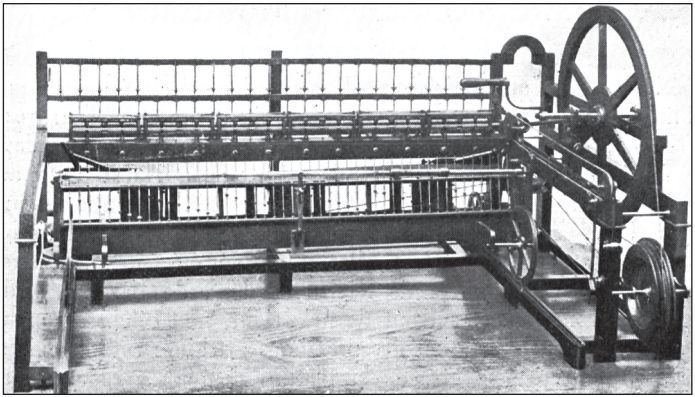
La production de textile, activité ancienne dans l'histoire de l'humanité, se décompose en deux étapes : la filature, fabrication du fil à partir de fibres, animales (comme la laine) ou végétales (comme le coton), puis le tissage. En Europe, on cultive le lin ou le chanvre, et les fils sont mélangés. Le coton, plante tropicale importée depuis les croisades, est cher. On le réserve à des usages limités : les bas ou les bonnets, si utiles la nuit dans des pièces mal chauffées. La fabrication du fil se fait à la main, à la quenouille. Les fibres, d'abord lavées et peignées, passent depuis l'écheveau vers un fuseau, bâton en forme de toupie qui permet de les torsader afin de les assembler en fil. Si le rouet ne fait guère gagner de temps, il permet de torsader le fil régulièrement, le rendant plus résistant et améliorant sa qualité. Cette activité est longue et très peu productive. Dans les représentations anciennes, de nobles dames filent, comme leurs servantes. « *Quand vous serez bien vieille, au soir, à*

la chandelle/dévidant et filant... », écrit Ronsard. Après le filage, vient le tissage, à l'aide de métiers à tisser qui n'ont guère changé depuis l'Antiquité.

L'Angleterre, dans sa partie nord-ouest, la région de Manchester et Liverpool, est le siège d'une transformation autour du coton. Au 18e siècle, la mode est aux « indiennes », ces grandes pièces de coton imprimées de couleurs vives. La Grande-Bretagne est une nation commerçante et colonisatrice. Elle importe des pièces de tissus en coton, puis le coton brut lui-même, d'Inde notamment, coton qu'elle transforme chez des fileurs et des tisserands à domicile. C'est une activité de complément pour des paysans ou l'activité principale d'artisans au village.

La fabrication des tissus est accélérée par l'invention de la « navette volante » de John Kay en 1733. Elle permet d'emporter la navette d'un bout à l'autre et de construire des métiers à tisser dont la largeur ne se limite pas à celle des deux bras du tisserand. Mais désormais, si les draps sont plus larges, il faut davantage de fileurs pour alimenter les machines et la demande de fil est pressante. La légende veut qu'Hargreaves ait amélioré le rouet qu'utilisait sa fiancée pour lui libérer du temps, et baptisé son invention de son nom, Jenny. D'un coup, elle actionnait huit rouets identiques à celui de la Belle au bois dormant, multipliant sa production par huit ! Quelques perfectionnements plus tard, l'opérateur pourra en actionner 120 à la seule force des bras.

Naturellement, loin de libérer le producteur, la hausse de productivité fait chuter le prix des fils, enchaînant le travailleur à sa machine et le transformant en prolétaire à



La mule jenny

domicile. D'autant que d'autres innovations suivent rapidement, comme le *water frame* de Richard Arkwright en 1768, métier mécanique relié à une roue à eau (d'où son nom), remplacée plus tard par une machine à vapeur. Il produit un fil de bonne qualité, contrairement aux premières jennies qui ne pouvaient fournir que le fil de trame. Une dizaine d'années plus tard, la mule jenny de Samuel Crompton, combine comme son nom l'indique les deux mécanismes, et fait entrer la filature dans l'ère industrielle, avec des machines de 200 broches, produisant 200 fils simultanément. Au milieu du 19e siècle, les métiers renvideurs (*self acting*) qui supplantent les mule jennies ont encore de l'ordre de 400 à 500 broches par machines, mais dans les années 1890, les machines à filer comptent 5 000 à 6 000 fuseaux.

Ces machines nécessitent de la force mécanique. Elles sont vite trop imposantes pour se loger dans la maison

d'un ouvrier à domicile. Le tissage, modernisé par l'invention du métier mécanique de Cartwright en 1784, met du temps à s'imposer. Les tisserands à domicile se révoltent et cassent les machines lors du mouvement luddite des années 1810. Ils augmentent leur temps de travail pour résister à la baisse des prix et à la concurrence. Mais ruinés, ils finissent prolétaires dans les bagnes industriels du début du 19e siècle.

Si le coton vient d'Inde, les effets de la colonisation de ce pays sont frappants. En 1813, la Grande-Bretagne importait de ce pays plus d'un million de pièces des fameuses « indiennes », le tissus imprimé (1,266 million) et n'en exportait que 818 000. Vingt ans plus tard, en 1835, au lieu de moins d'un million de pièces exportées, elle en vend 51 millions. Et à la place des 1,2 million de pièces importées d'Inde, elle n'en importe plus que 300 000. Vingt années de colonisation ont totalement ruiné l'industrie indienne pour permettre le développement de l'industrie britannique.

Bien sûr, innovation ne veut pas dire diffusion et encore moins généralisation. Ainsi, le bas prix de la main-d'œuvre fait qu'en 1815 en Grande-Bretagne, il n'y a que 2 500 métiers mécaniques face aux 200 000 métiers à bras dispersés. Mais quinze ans plus tard, en 1830, c'en est fini et les métiers mécaniques sont majoritaires dans le pays. Le prix de la livre de filé est tombé de 38 shillings en 1786 à 3 shillings en 1832, dix fois moins. Dès 1825, on consomme plus de coton que de laine en Grande-Bretagne alors que les rapports étaient de un à quinze, cinquante ans auparavant. Et les tisserands à domicile sont écrasés : dans le Lancashire, leurs revenus hebdomadaires chutent de 18 shillings et 9 pence en 1797 à

moins de 15 shillings en 1815, à la fin des guerres napoléoniennes, à moins de 10 shillings dans les années 1820 et à 6 shillings et 3 pence, le tiers, en 1838. Sur les 300 000 métiers existant en 1834, il y a encore deux fois plus de métiers manuels que de métiers mécaniques, mais quinze ans après en 1850, avec sensiblement le même nombre de métiers (350 000), il y a cinq fois plus de métiers mécaniques que de métiers manuels.

La diffusion de l'innovation et ses conséquences

Ces innovations se diffusent en France, et dès 1800-1803, on voit apparaître des *mule jennies* dans la région rouennaise ou dans le Nord, à Seclin, Tourcoing et Roubaix avec des machines importées de Grande-Bretagne ou encore dans le sud de l'Alsace, autour de Mulhouse qui devient un centre important de l'industrie cotonnière. Mais Jardin et Tudesq écrivent que dans les années 1820 à 1840, « *dans la région de Saint-Quentin, le travail du coton emploie 75 000 ouvriers jusque dans les villages, surtout de petits ateliers. Le système des manufactures est surtout répandu dans le département du Nord où survivent aussi des industries rurales et artisanales, travail à domicile des dentellières, des brodeuses en tulle...* »

Avec une population nombreuse, dispersée dans les zones rurales, l'industrie en France n'est pas incitée à se déplacer vers les villes et à se concentrer comme en Grande-Bretagne. La misère des paysans leur fait accepter ces activités de complément malgré les bas salaires. Et l'industrie à domicile, forme archaïque d'industrialisation où l'ouvrier

travaille chez lui, s'exploitant lui-même ainsi que sa famille, se maintient plus longtemps qu'ailleurs.

Avec l'industrialisation de la filière, le prix du coton a baissé en Grande-Bretagne. Le coton devient majoritaire dans les achats de la population. En France en revanche, dans la première moitié du 19e siècle, l'industrie textile en France reste dominée par le luxe, comme la soie à Lyon. L'ouvrage *La France des notables* décrit ainsi « *le tissage de la soie pratiqué par les canuts ou tisserands de la soie dans de petits ateliers. Le chef d'atelier qui travaille à domicile et qui possède ses métiers (2 à 6) n'est pas un véritable maître artisan car il dépend du négociant qui lui fournit la matière première et écoule son produit fabriqué contre un salaire aux pièces fixé par ce négociant* ».

Cette population nombreuse, qui vit à la campagne, est moins reliée au marché monétaire que ceux qui s'entassent dans les villes anglaises. Le paysan français continue à faire lui-même ses vêtements, utilisant les ressources locales, laine ou lin, plutôt que du coton qu'il devrait acheter. Cela limite les débouchés de l'industrie et tout au long du siècle, la France produit cinq fois moins de coton que la Grande-Bretagne. Elle en produit plus que l'Allemagne, dont le développement privilégie l'industrie lourde, sidérurgie ou chimie. Mais lorsque l'Allemagne se développe, sa consommation dépasse celle de la France. En 1860, la France consommait en moyenne plus de coton que l'Allemagne (2,7 kg de coton par personne et par an contre 1,4 kg, mais 15,1 kg en Grande-Bretagne). En 1900 la situation s'est inversée : la France consomme moins de coton

que l'Allemagne (4,5 kg contre 5,8 kg), et toujours trois à quatre fois moins que la Grande-Bretagne.

Dans la seconde partie du 19e siècle, le mouvement de concentration s'accompagne d'une modernisation qui ne fait pas disparaître les petites entreprises. « *Dans les Vosges, le nombre de broches par établissement progresse de 9 800 à 14 000 en 1868* », écrit Alain Plessis. En supposant que chaque machine a 300 à 400 broches, cela ferait moins de 50 machines par établissement. Cela signifie des unités de production d'une centaine de salariés au maximum. « *Le capitalisme textile* [est] *placé en dehors des circuits d'investissements (les sociétés anonymes sont exceptionnelles et il n'y a pas d'action de firme textile en Bourse), le capital est fourni par les membres d'une même famille... Ces maisons se développent par le réinvestissement systématique d'une partie de leurs bénéfices* », écrit le même auteur. Mais les bénéfices sont importants, à la mesure de l'exploitation impitoyable d'une main-d'œuvre majoritairement féminine.

Un retard de développement

Globalement, la structure de la population active reflète le retard de développement du pays. Au recensement de 1851, il y a quasiment autant de religieux (82 300) que de professeurs et d'instituteurs (88 400), alors que chaque commune a le devoir de salarier au moins un maître. L'analphabétisme n'a pas disparu et à peine plus de la moitié des couples sont capables de signer leur contrat de mariage. En 1851, alors que 51 % des enfants de 5 à 14 ans sont scolarisés, 38,7 % des conscrits, les jeunes hommes de 20 ans, ne savent pas lire. Quant à l'industrie, elle reste à une petite

échelle : le nombre d'artisans est tel qu'il y a en moyenne un « maître » pour deux ouvriers et employés (3,1 millions contre 6,3 millions).

La bourgeoisie française est donc en retard sur sa rivale anglaise. Elle est même dépassée dans la seconde moitié du 19e siècle par la bourgeoisie allemande. Rapportés à une base 100, les chiffres montrent ce décalage. Si la Grande-Bretagne produit 100 kg de coton par habitant en 1840, la France n'en produit que 20 kg. Si la Grande-Bretagne produit 100 kg de fonte par habitant en 1840, la France n'en produit que 25 kg. Et la France ne rattrape le niveau anglais, celui de 1840, qu'en 1880 pour le coton, et 1900 pour le charbon et la sidérurgie. En d'autres termes, la bourgeoisie française a 40 à 60 ans de retard sur la bourgeoisie britannique. Celle-ci est vraiment la puissance dominante du 19e siècle – une domination qui, depuis, ne s'est pas reproduite à ce point entre pays développés.

Chapitre V

Une population en faible croissance

La période de la révolution industrielle embrasse tous les aspects de la société. C'est aussi une époque de changements démographiques.

Quand la natalité s'ajuste à la mortalité, la population connaît une quasi-stabilité. Des changements interviennent aux périodes charnières de l'histoire. Ainsi, la sédentarisation, l'invention de l'agriculture, ont permis à la population de croître. Les innovations techniques apparues entre le 11e et le 13e siècles, ont multiplié la population européenne par deux ou trois. C'est à un tel changement qu'on assiste au moment de la révolution industrielle. Les historiens parlent de « transition démographique », c'est-à-dire du changement d'un régime à un autre.

La transition démographique

Sous l'Ancien Régime, la natalité était élevée, mais la mortalité aussi, de l'ordre de 40 pour mille. Ce taux rapporte le nombre de naissances (ou de décès) au nombre d'habitants : un taux de mortalité de 40 pour mille signifie que dans l'année, il y a en moyenne 40 décès sur une agglomération de 1 000 habitants. Aujourd'hui, les deux s'équilibrent à un niveau plus bas, entre dix et quinze pour mille.

C'est d'abord la mort qui recule aux 18e et 19e siècles, sans que la natalité ne baisse. La médecine n'y est pour rien, elle est, au mieux, impuissante, parfois même nuisible. Il s'agit plutôt de progrès de l'hygiène, de l'alimentation, du niveau de vie en général : les disettes et les famines disparaissent en Europe au 19e siècle, la famine irlandaise faisant exception. L'allaitement maternel, le retour en grâce de l'eau à partir du 18e siècle, davantage de propreté lors des accouchements, font baisser la mortalité des femmes en couches et la mortalité infantile. Celle-ci varie de 200 à 300 pour mille. Un tel taux signifie que sur mille enfants venus au monde une année donnée, 200 à 300 ne fêteront pas leur premier anniversaire. La mortalité infantile reste longtemps à un niveau élevé. À la Belle Époque encore, un enfant sur dix mourait avant l'âge d'un an.

De la fin du Moyen Âge à la Révolution, les femmes n'avaient pas pour autant dix ou vingt enfants. Le travail des hommes à l'extérieur et la mortalité importante des adultes à tout âge réduisent les périodes de vie commune. La mauvaise alimentation ou les périodes de disette font baisser la fécondité et favorisent les fausses couches. Si l'on ajoute les périodes où l'Église prônait l'abstinence comme l'Avent (qui précède Noël) ou le Carême (des prescriptions tombées en désuétude au 18e siècle), les femmes n'avaient en moyenne que cinq enfants au cours de leur vie féconde. Toujours en moyenne, elles en perdaient un avant l'âge d'un an, un second avant l'âge de dix ans et sur les trois restants, deux parvenaient à l'âge adulte.

La population était donc plus ou moins stable. Au moment de la révolution industrielle, la mortalité, et

notamment la mortalité infantile, baisse. Mais si les femmes continuent à avoir cinq enfants, alors que désormais trois ou quatre parviennent à l'âge adulte au lieu de deux, la population augmente. C'est ce qui se passe dans cette période de transition, avant que la natalité baisse dans un second temps.

De 1750 à 1950 l'Italie passe ainsi de 13 à 46 millions d'habitants, l'Allemagne de 12 à 60, le Royaume-Uni de 7,5 à 49. La France a encore une fois un développement atypique par rapport à ses voisins. Elle passe de moins de 25 millions d'habitants à 40 à peine, et reste à ce niveau jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. La croissance démographique, qui alimente l'exode rural, est moindre que dans le reste de l'Europe : si la population avait augmenté au rythme de l'Allemagne, la France actuelle compterait 120 millions d'habitants ; au rythme du Royaume-Uni, 180 !

Une transition atypique en France

Une population jeune est jugée facteur de croissance : les jeunes sont plus innovants, quittent plus facilement la campagne pour s'installer en ville ou émigrer. Or vivre en ville, même dans les taudis décrits par Dickens, cela veut dire avoir des consommations marchandes, ce qui élargit la sphère du capitalisme. C'est une main-d'œuvre disponible, forcée de travailler à n'importe quel prix, donc des salaires bas. Cyniquement parlant, c'est aussi un facteur favorable au capitalisme ! Et puisque la France a un taux de croissance démographique bas, elle avance plus doucement.

Car en France, la natalité baisse en même temps que la mortalité. La population française augmente, mais

davantage par réduction de la mortalité et allongement de la vie que par les naissances. Avant même les moyens de contraception modernes, on constate un recul du nombre de naissances dès la fin du 18e siècle, et surtout après la Révolution. Les mariages plus tardifs diminuent la fécondité, même lorsque les jeunes ont une certaine activité sexuelle avant le mariage, ce qui est évidemment le cas lorsqu'on se marie à 27 ou 30 ans. Le nombre d'enfants par famille diminue, les intervalles entre deux naissances augmentent, et les pratiques de contraception, abstinence ou coitus interruptus se diffusent.

Contrairement aux autres pays d'Europe, la France est un pays déjà très peuplé, où quasiment toute la terre cultivable avec les techniques de l'époque est occupée. La paysannerie est devenue petite propriétaire, et le Code Napoléon généralise l'héritage égal entre tous les enfants légitimes. Il est possible de favoriser l'un ou l'autre, l'aîné ou les garçons au détriment des filles, mais de façon limitée et, en général, le partage est égal. Les proverbes de l'ancien temps disent brutalement « l*e bien s'en va quand vient la fille, le bien s'en vient quand vient le garçon* » : les filles emportent avec elles une part de leur héritage et la donnent à leur époux. Des parents petits propriétaires cherchent donc à ne pas partager le peu de terres acquises si difficilement lors des ventes de la Révolution, par leur épargne, ou par de judicieux mariages. Si de grands bourgeois fondent parfois des dynasties, ou qu'à l'autre pôle, les ouvriers ne limitent pas leur descendance, mettant au travail leurs enfants en bas âge comme dans *Germinal*, les boutiquiers, artisans ou

petits paysans propriétaires n'ont souvent qu'un ou deux enfants.

La population n'augmente donc pas très vite en France, contrairement au reste de l'Europe. La population anglaise au tournant du 19e siècle double tous les 35 à 40 ans. C'est ce qui alimente les craintes du pasteur et économiste Malthus, qui estime dans son *Essai sur le principe de population* de 1798 que les pauvres devraient s'éliminer d'eux-mêmes puisque « *au grand banquet de la nature il n'y a pas de couvert pour eux* ». Un raisonnement d'un cynisme révoltant, et doublement faux. Car alors que Malthus affirmait que la population augmentait de façon géométrique, doublant à chaque génération (1, 2, 4, 8...), le rythme de croissance diminue nettement à la fin du 19e siècle. Et lorsqu'il affirmait que les subsistances ne pouvaient augmenter que de façon arithmétique (d'une unité à chaque fois comme 1, 2, 3, 4...), les rendements agricoles vont faire à l'inverse des bonds fantastiques.

L'immigration

La population des pays européens augmentant, nombreux sont ceux qui émigrent, tentant de trouver place ailleurs. L'émigration des Irlandais lors de la famine et de la maladie de la pomme de terre des années 1845 est la plus frappante. Mais tous les pays d'Europe à l'exception de la France connaissent de tels courants. À l'inverse, la France accueille ces populations, malgré une législation suspicieuse envers les étrangers.

Au recensement de 1851, on compte 379 000 étrangers soit 1 % de la population française, ce qui est nouveau. Ce

sont essentiellement ses voisins immédiats : 128 000 Belges, 63 000 Italiens, 57 000 Allemands, des Espagnols, des Suisses ou des Anglais. Les étrangers sont 800 000 en 1876, plus d'un million en 1881, mais des naturalisations en font baisser le nombre. La fin du siècle est marquée par l'immigration massive des Italiens ou l'arrivée des Polonais. L'historien Gérard Noiriel, dans *Le Creuset français*, relève les nombreux mariages mixtes montrant comment les étrangers se fondent ainsi dans la population et deviennent Français. La législation s'assouplit à la fin du 19e siècle, et 10 000 à 15 000 étrangers acquièrent la nationalité française chaque année, des années 1890 à la guerre de 1914. Il faut y ajouter les enfants nés en France. Et malgré quelques poussées de xénophobie, l'assimilation se fait.

Mais au-delà de l'immigration, la faible augmentation de la population limite la progression des débouchés de l'industrie et le dynamisme des marchés. C'est encore un facteur de lenteur de la croissance économique.

Chapitre VI

Le poids de l'agriculture

La paysannerie est la part la plus nombreuse du pays. Elle est divisée en une multitude de tout petits exploitants, vivotant sur de petits lopins, ou complétant leurs revenus en travaillant chez d'autres. Au recensement de 1851, sur 36 millions de personnes résidant sur le territoire, plus de 14 millions travaillent la terre. C'est plus de la moitié de la population active, davantage même dans les régions moins développées.

De tout petits agriculteurs

La France du début du Second Empire compte plus de 7 millions d'exploitants individuels. En ajoutant les 3,3 millions d'ouvriers agricoles, cela fait déjà plus de 10 millions de personnes. Il faut ajouter près de 2 millions de domestiques, garçons et filles de ferme, logés dans l'exploitation. Et certains ouvriers sont aussi de tout petits propriétaires ou des fermiers. L'agriculture est émiettée, la majorité des paysans vivotent sur de toutes petites exploitations. Les salariés et domestiques forment la partie la plus pauvre de l'ensemble.

Au-delà des approximations des recensements de l'époque, les catégories ne sont pas étanches. Plus de

370 000 agriculteurs sont à la fois fermiers et métayers, ou fermiers et petits propriétaires, ou encore travaillent chez d'autres en plus de chez eux. La plupart des exploitants sont propriétaires (5,1 millions). Les fermiers (un million environ), eux, louent la terre. Et il y a encore les métayers (750 000), une forme archaïque d'exploitation.

Dans ces situations enchevêtrées, la petite propriété domine. La moins productive est le métayage, qui a disparu de nos jours. Le métayer partage la récolte avec son propriétaire. Moins il en déclare, moins il lui en donne, et il a donc intérêt à la cacher. Le propriétaire le surveille alors de très près, lui impose souvent des services domestiques en plus et peut le renvoyer du jour au lendemain. Le métayer n'est donc guère incité à travailler efficacement ou à investir dans la terre. Le fermage est à l'inverse la forme moderne qui s'est généralisée. Car une fois payé le loyer de la terre, le fermier n'a plus de comptes à rendre à son propriétaire. Et ce dernier ne peut pas mettre fin à son bail avant un terme assez long, ou sans lui offrir une autre terre en échange. Il a donc avantage à améliorer la terre, même si celle-ci ne lui appartient pas.

Ces paysans viscéralement attachés à leur propriété sont, au 19e siècle, le soutien des partis de l'ordre, qui jouent sur leur peur face aux révolutionnaires des villes, ces socialistes « partageux » accusés de vouloir leur reprendre la terre. Pourtant, l'évolution économique implacable la leur reprendra, leur terre. La ruine ou la misère les forceront à quitter le village, eux ou leurs enfants, pour alimenter le besoin de main-d'œuvre de l'industrie.

Une modernisation nécessaire

La révolution industrielle commence par l'agriculture : quand les deux tiers ou les trois quarts de la population d'un pays travaillent la terre, aucun changement ne peut intervenir sans libérer de la main-d'œuvre pour travailler dans l'industrie. Il faut aussi améliorer la productivité de l'agriculture pour nourrir une population plus nombreuse. Or le chemin à parcourir est long !

Pendant le haut Moyen Âge, à l'époque de Charlemagne, chaque grain de blé semé ne permettait que d'en récolter deux à trois. Un millénaire plus tard, à la veille de la Révolution, on en était à un pour cinq à sept, jamais plus de dix. La révolution industrielle fait passer en une à deux générations le rendement à un pour 20 à 25. Aujourd'hui, chaque épi de blé porte une cinquantaine de grains, avec moins de perte qu'auparavant. L'agriculture moderne plante des rangs plus serrés. Presque tous les grains semés germent, quand ce n'était le cas que pour la moitié auparavant. En 200 ans de révolution industrielle, les rendements sont passés de moins de dix quintaux à l'hectare à 75 ou 80.

À sa décharge, au 18e siècle, avant la Révolution, le paysan est encore prisonnier de structures féodales. Ce n'est pas seulement le poids de la noblesse, de l'Église, des propriétaires divers ou de la routine. C'est aussi que le paysan n'est pas libre de cultiver ce qu'il juge le mieux adapté à sa terre, ni d'innover ou d'opérer le moindre changement. Certes, entre la fin de la guerre de Cent Ans et la Renaissance, le servage a disparu et le paysan a pu devenir en partie propriétaire de sa terre. Mais la majorité de la terre en France appartient encore à la noblesse, à l'Église ou à des

propriétaires bourgeois dans les villes, qui l'achètent pour faire un placement ou accéder à la noblesse.

Le paysan subit des prélèvements et de multiples réglementations seigneuriales. À la veille de la Révolution, ils les rejettent de plus en plus, et l'expriment avec force dans les cahiers de doléances. Le paysan n'est libre ni dans ses choix de culture, ni dans ses façons de travailler. Le seigneur « *possède le plus gros troupeau, qui ira paître le premier sur les prairies, le pressoir et souvent le four et le moulin : tous sont des droits seigneuriaux* », comme l'écrit l'historien Goubert sur le siècle de Louis XIV. Parfois moulin, four ou pressoir sont devenus des biens communaux et ces droits ont disparu. Mais ce n'est pas le cas général. Cela le devient après la nuit du 4 août 1789 avec l'abolition des privilèges.

Le système d'assolement triennal laisse la terre sans culture une année sur trois, alternant blés d'hiver (blé et seigle), blés de printemps (orge et avoine, qui nourrissent les bêtes) et jachère (absence de culture). Tout changement est impossible, car le village est divisé en trois soles, ensembles de parcelles consacrées en alternance à l'un de ces trois usages. Chacun cultive un bout de terrain sur l'une des trois, de façon collective à certaines périodes de l'année. Les rendements sont faibles et la majeure partie de la terre est cultivée en céréales : il faut bien se nourrir ! Cette contrainte laisse une place réduite aux prairies. Cela affaiblit encore les rendements car manque alors le seul engrais utilisé à l'époque, le fumier issu des animaux d'élevage.

En Grande-Bretagne, un siècle plus tôt, les propriétaires avaient réussi à chasser les paysans pauvres en clôturant leurs domaines pour y élever des moutons. C'est ce qui

avait fait écrire de façon ironique à Thomas More dans *L'Utopie*, publié en 1516, que les seigneurs anglais élevaient « *des moutons* [qui] *mangent les hommes* », une forte formule qu'a reprise Marx dans *Le Capital* publié en 1867. Les villages disposaient en effet de prés communaux, laissés en libre pâture, où les paysans pauvres laissaient leurs bêtes. Il n'était pas si simple de se les approprier, et il fallait souvent rien moins qu'un acte du Parlement pour cela. Si ce mouvement vient de loin, il s'accélère entre 1730 et 1820, et celui-ci en vote 5000. Les paysans pauvres, privés de tout moyen d'existence, sont alors contraints de partir en ville, main-d'œuvre disponible pour l'industrie naissante. Cette expropriation violente suscite des révoltes, dont certaines prennent des formes inattendues. L'historien du football Mickaël Correia décrit ainsi une partie de soule, l'ancêtre du football : « *En 1765 à West Haddon, des paysans opposés à la mise en culture de 2 000 acres de communaux organisèrent sur le terrain une rencontre de football qui ne fut qu'un prétexte pour arracher puis brûler collectivement les clôtures. Cinq joueurs furent emprisonnés mais les organisateurs de ce match contestataire ne furent jamais retrouvés.* »

Globalement en Grande-Bretagne, la résistance des pauvres a été vaincue. La paysannerie a fait les frais de la concentration de la propriété et de la transformation de cette agriculture de subsistance en agriculture marchande.

La révolution agricole, en Grande-Bretagne et en France

Il restait encore à moderniser l'agriculture. À la fin du 17e siècle ou au début du 18e, après la révolution anglaise,

un nouvel esprit souffle sur la Grande-Bretagne. Il pousse des propriétaires, plus intéressés que la noblesse française, à chercher des innovations. En France aussi, les salons s'intéressaient à l'agriculture. L'Encyclopédie y consacre plusieurs articles, rédigés par François Quesnay. Il préconisait d'alléger les impôts sur la terre afin de permettre aux paysans d'acheter davantage d'outillage, ou de remplacer la traction des bœufs par celle de chevaux et de favoriser le fermage plutôt que le métayage. Mais rien ne se fera avant la Révolution. Selon Voltaire, toujours ironique, « *on écrivit des choses utiles sur l'agriculture, tout le monde les lut, excepté les laboureurs* ».

En Angleterre, des propriétaires, nobles ou pas, dans l'est et le sud du pays, arrivent par tâtonnements à montrer qu'en pratiquant une rotation des cultures on pouvait supprimer la jachère. Ils alternent céréales et plantes fourragères, des prairies plantées en trèfle, luzerne ou racines. Par l'utilisation de couches de différentes profondeurs, la terre peut ainsi se régénérer. Ils sortent de l'organisation collective du village. Les rendements augmentent. Mais la hausse de la productivité du travail agricole chasse davantage de paysans pauvres des villages.

En France, c'est la révolution qui change la vie des paysans au village. La révolte des campagnes renforce les initiatives révolutionnaires des sans-culottes en ville. Elle obtient rapidement la suppression des réglementations tatillonnes, ainsi que des multiples privilèges de la noblesse ou des prélèvements de l'Église. Mais la nuit du 4 août 1789 n'abolit que des privilèges symboliques. L'historien Maurice Agulhon écrit que « *si les droits seigneuriaux personnels*

étaient abolis sans indemnité, les droits réels (taxes, redevances) étaient considérés, sauf preuve du contraire, comme établis contractuellement ». Ils restaient donc en vigueur, sauf si le paysan prouvait que ces taxes n'avaient plus lieu d'être. Après le 10 août 1792 qui renverse le roi et établit la république, « *une série de décrets prévoyait que les droits réels seraient abolis gratuitement si le seigneur n'en produisait pas le titre originel. Or les actes primitifs étaient bien lointains, bien difficiles à produire. D'autres plus accessibles... avaient brûlé en 1789* ». L'été 1789, passé à l'histoire sous le nom de « Grande peur », avait vu en effet se développer une immense jacquerie paysanne, s'alimentant de la crainte de bandes de pillards mais aussi du retour des troupes royales. Les paysans avaient brûlé les châteaux et les archives avec !

C'est donc la révolution, dont la paysannerie a été un des moteurs, qui abolit la féodalité et ses privilèges. Après la Révolution, l'impôt est unifié, simplifié. Il n'est pas forcément moins élevé qu'avant, comme l'a calculé l'historien François Hincker. Mais il est mieux réparti, il est ressenti comme moins injuste et mieux utilisé, à des travaux publics plutôt qu'à l'entretien de la cour de Versailles.

La vente des biens nationaux, ceux d'une partie de la noblesse et de l'Église, n'abolit pas la grande propriété foncière noble. Les nobles reviennent dès les lois d'amnistie de 1800-1802. Mais lors de son retour sur le trône en 1814-15, Louis XVIII ne restitue pas aux nobles les biens confisqués lors de la Révolution.

À qui a profité la vente des biens nationaux ? Vendus par lots importants, ils profitent en premier aux gros propriétaires, voire aux bourgeois des villes. De 10 % à 15 %

des terres changent de mains. La petite paysannerie en profite pour augmenter sa part dans la propriété du sol et, selon l'historienne Annie Moulin, devient majoritaire (les chiffres ne peuvent être que des estimations).

Les paysans se sentent désormais plus libres. Ils soutiennent globalement les armées révolutionnaires pour empêcher le retour des rois et des nobles émigrés. Ils sont reconnaissants à Napoléon de leur garantir ce sol qu'ils ont eu tant de mal à acquérir par le Code civil puis par l'établissement du cadastre, ce grand registre des propriétés. Pourtant il faut plus de 50 ans avant qu'un vrai recensement précis des propriétés et plans, commune par commune, soit établi. Mais le paysan, conforté dans sa propriété et la liberté d'exploiter sa terre comme il l'entend, la cultive avec plus d'ardeur. Les rendements augmentent, malgré la persistance de la jachère et l'absence d'un changement de culture comme en Grande-Bretagne.

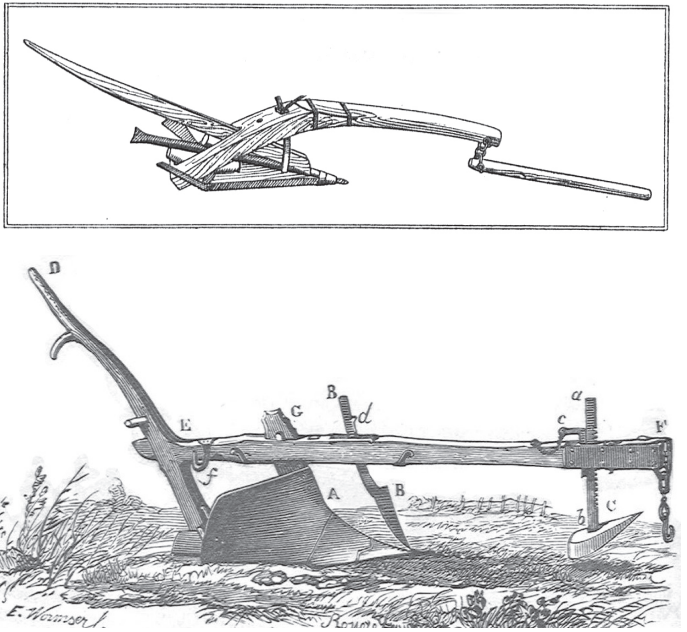
Des petits propriétaires aux moyens limités

La Révolution a créé des millions de tout petits propriétaires, qui ne possèdent qu'un demi à un hectare, surface insuffisante pour nourrir une famille. Ces petites propriétés sont souvent morcelées et l'héritage repartage les terres entre les enfants à chaque génération. Impossible de dégager un surplus, nécessaire pour acheter des produits industriels. De ce fait, ceux-ci pénètrent peu la campagne, limitant en retour le marché et les débouchés des industriels. Ces petits paysans sont souvent obligés de travailler en complément sur d'autres terres que la leur. Le tableau peint par Millet sous le Second Empire, en 1857, *Des Glaneuses*,

montre ces femmes courbées sous le poids de la misère, allant « *glaner aux champs* » comme les « *trois petits enfants* » de la chanson du bon Saint Nicolas. Glaner, c'est récupérer les épis et les grains de blé oubliés, tombés lors des récoltes. C'est une activité qui a totalement disparu, comparable à récupérer aujourd'hui les fruits et légumes jugés impropres à la vente à la fin des marchés. Le peintre renvoie ainsi à la face de la bonne société la misère de la paysannerie.

Certes, l'agriculture progresse durant la première moitié du 19e siècle. Le produit agricole global aurait augmenté de 41 % entre 1815 et 1854. Les rendements vont de 8 quintaux à l'hectare à peine dans le centre et le sud du Massif central à 16 q/ha dans le Nord. Alain Plessis écrit que sous le Second Empire « *l'amélioration des rendements est fort lente. Si pour le blé le rendement à l'hectare atteint 20 quintaux en Beauce, il stagne dans l'ensemble du pays autour de 11 quintaux* » contre 15 à 20 en Hollande ou en Allemagne.

Les signes de retard sont multiples : « *La charrue mit tout le siècle à se généraliser* », écrit Robert Specklin. On cultive encore à l'araire, instrument primitif, même si un soc en métal a remplacé le bois durci. Elle impose de gros efforts au paysan, qui doit peser dessus de tout son poids. Et elle ne fait que tracer le sillon avant de semer alors que la charrue trace des sillons deux fois plus profonds, et surtout retourne la terre, la versant d'un côté puis de l'autre avec les charrues « brabant » du 19e siècle. On sème encore à la volée comme la Semeuse des pièces de monnaie, alors que les innovateurs anglais avaient montré dès la fin du 18e siècle l'avantage de semer en rang et d'avoir des semoirs mécaniques. La faucille est préférée à la faux, car si celle-ci



Une araire (en haut) et une charrue Brabant (en bas).

« *abrège la moisson d'un tiers, elle coupe trop bas, et saccage les nids de caille et de perdrix,* [produit] *plus de paille pour le moissonneur mais moins pour les humbles et les pâturages* ». Le marnage ou le chaulage avaient démontré leurs avantages. Il consiste à répandre sur des sols acides des pierres, concassées ou réduites en poudre, afin d'apporter du phosphore (du calcaire ou de la chaux pour le chaulage). Mais pour cela, il faudrait construire des fours à chaux ou transporter de gros sacs. Ils ne se répandent en France que lorsque le chemin de fer pénètre les campagnes, dans les

années 1880. Quelle différence avec ce grand propriétaire anglais décrit par l'historien Jean-Pierre Rioux qui, dès les années 1750, « *bonifie son médiocre domaine marécageux par le marnage, l'abandon de la jachère rendue inutile par les cultures de fourrage et de navets et comprend qu'un élevage important produisant viande et engrais naturel est un complément indispensable aux pratiques nouvelles* » !

Signe d'amélioration cependant, la consommation de pain blanc et de viande progresse, en ville comme en campagne. Mais le paysan français du 19e siècle travaille dur. Il espère toujours s'agrandir à force de travail et d'épargne, par de sages mariages, ou en faisant peu d'enfants, sans voir que le capitalisme les condamne pour la plupart à végéter ou disparaître.

Résistances paysannes

Le résultat est qu'il y a encore près de 70 % de ruraux en 1866 quand il y en a moins de 50 % depuis trente ans en Grande-Bretagne. En 1880, un siècle après la Révolution française, une exploitation sur dix n'a toujours pas abandonné le système de la jachère. Gabriel Désert estime que « *les rendements français restent en deçà de ceux obtenus dans les pays voisins. Pour les céréales, ils sont en 1880 inférieurs de 38 % à ceux de la Grande-Bretagne* [...] *les jachères couvrent 18 % des labours en France mais 15 % en Bavière et 4 % en Grande-Bretagne* ». Il y a un manque d'investissements. L'argent dégagé est employé à tenter désespérément d'accroître le peu de terres possédées. Et « *le Crédit foncier, institué* [en 1852] *pour venir en aide à l'agriculture, lui fournit à peine 15 % de ses crédits, qu'il réserve à de grands*

propriétaires », dit Alain Plessis. Le nombre de propriétés s'accroît, signe de dispersion. Les rentiers, qui possèdent des terres et vivent en villes, les banques, n'investissent pas prioritairement dans le secteur. Et au tournant du 20e siècle, on compte encore 7 millions de paysans répartis dans 5 millions d'exploitations. Elles sont en majorité petites et peu mécanisées, utilisent peu d'engrais et ont des rendements faibles. Deux millions ont moins d'un hectare et 2,4 millions moins de dix.

Gabriel Désert, revenant sur le retard français, l'explique par le « *grand nombre de mini-exploitations, à main-d'œuvre familiale ou n'employant qu'un seul salarié* [et où] *on investit peu. Le travail humain, un travail acharné, compte avant tout. Les plus riches utilisent leurs profits à l'achat de nouvelles parcelles, et les investissements en pâtissent* ».

À cause de la Révolution, la bourgeoisie française n'a pas osé s'attaquer de front à la paysannerie, comme elle l'avait fait en Grande-Bretagne. L'historien Maurice Agulhon souligne la force des résistances paysannes à la destruction des communaux. Il cite ainsi un mémoire sur la Moselle de l'an IX (1801) critiquant « *les droits de parcours, de vaine pâture, les communaux* [qui sont] *des obstacles aux progrès de l'industrie parce qu'ils fournissent aux prolétaires les moyens d'élever et d'entretenir du bétail* ». Mais comme le note l'historien, « *la jacquerie de 1789 n'était pas si loin et la vaine pâture ne recula guère au cours du demi-siècle* » suivant. La participation des paysans à la révolution avait rendu la bourgeoisie prudente.

De Napoléon à la Commune de 1871 et au-delà, les campagnes contrebalancent les villes, plus agitées, parfois

révolutionnaires. Sous la IIIe République, le Parlement est élu au scrutin majoritaire, par circonscription, mode de scrutin qui surreprésente les ruraux. Les députés de ces cantons sont conservateurs sur le plan social, même les notables républicains « radicaux » des années 1880. S'ils s'opposent sur le plan politique aux monarchistes et à l'influence de l'Église, ni les uns ni les autres ne veulent précipiter l'évolution. La bourgeoisie promet ainsi aux paysans de défendre leur propriété face aux « partageux », les socialistes des villes. Promesses fallacieuses ! À la fin du 19e siècle, 150 000 grosses exploitations de plus de 40 ha concentrent 45 % de la surface agricole tandis que le reste de la paysannerie se tue à la tâche dans des fermes trop petites.

Le retour du protectionnisme

Au cours de la longue dépression de la fin du 19e siècle, les progrès de la navigation et du transport international révèlent le retard de l'agriculture : malgré l'éloignement, le blé provenant des États-Unis coûte un quart de moins que le blé français, et la viande moitié moins. Alors, le protectionnisme gagne du terrain.

En France, les tarifs douaniers remontent en deux temps : en 1880 d'abord, puis surtout en 1884, avec l'adoption du tarif protectionniste Méline, du nom du ministre de l'Agriculture. Fortement taxées, les importations baissent, mais les exportations et donc les débouchés des agriculteurs aussi. Ce tarif est renforcé de 1892-1894 aux années suivantes, car il semble mettre les paysans à l'abri, ainsi que les industriels qui n'en avaient pas besoin. Mais le

revers de la médaille, prévisible, est que le consommateur paye plus cher ses produits alimentaires, ce qui pèse sur les classes populaires. Et aussi que ces structures dépassées survivent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. C'est l'entrée de la France dans le marché commun et la concurrence avec des agricultures plus avancées, comme celle des Pays-Bas ou d'Allemagne, qui a fait disparaître les derniers traits archaïques de la paysannerie française.

Engels avait raison d'écrire aux socialistes français en 1894 qu'ils pourraient prédire « *la disparition inéluctable du petit paysan, car c'est précisément l'exploitation individuelle, fruit de la propriété individuelle, qui fait la perte des paysans. S'ils veulent conserver l'exploitation individuelle, ils seront nécessairement chassés de leur propriété, tandis que leur mode de production dépassé fera place à la grande exploitation capitaliste* ».

* * *

La bourgeoisie française n'a pu attaquer de front la paysannerie, qui s'est accrochée à ce qu'elle avait conquis dans les années de révolution. Cette dernière a gardé ses illusions de petit propriétaire se croyant indépendant, alors que l'évolution capitaliste l'a broyée inéluctablement. Le détournement des capitaux disponibles vers le rachat des terres et le manque de soutien des banques qui ont peu prêté aux agriculteurs expliquent son retard. En retour, celui-ci a limité le développement de la grande industrie, car cette masse de paysans investissant peu est restée plus longtemps qu'ailleurs loin du marché, vivant de ses propres produits, achetant le moins possible.

Chapitre VII

Des bourgeois plus rentiers qu'entrepreneurs

Les industriels se sont donc adaptés aux structures sociales du pays. Réciproquement, celles-ci le maintiennent dans un état retardataire par rapport à l'évolution du capitalisme. Les historiens soulignent tantôt le retard français, tantôt à l'inverse l'adaptation du pays à une situation différente du capitalisme britannique.

Des industriels dans une France rurale

Certes, le 19e siècle voit comme dans d'autres pays européens, l'émergence de grandes dynasties de banquiers et d'industriels, dont « *les rois de la mine et du rail* » des paroles de *L'Internationale* sont le symbole. Mais en moyenne, un « industriel » n'a que 25 salariés, et le nombre élevé d'entrepreneurs indépendants ramène le rapport entre « patrons » et « salariés » (selon les catégories du recensement) à une moyenne d'un pour deux en 1866, et encore moins d'un pour quatre à la Belle Époque. Même à Paris, l'artisanat domine. Hervé Mangelier, historien du Paris du Second Empire, cite ce patron d'une entreprise de confection employant « *4 000 ouvriers et ouvrières. Combien en reçoit-il dans ses ateliers ? Cent. Tout le reste est disséminé en*

ville ». Dans la première moitié du 19e siècle, l'ouvrier type est un ouvrier de type artisanal, proche de son patron, qui est souvent ancien ouvrier comme lui. À Paris, les grandes usines comme Cail (rails, construction métalliques) qui compte de 1 000 à 2 000 salariés selon les périodes ou Gouin (machines à vapeur) qui en compte autant, sont l'exception jusqu'aux années 1880 où l'industrialisation va s'accélérer et les usines s'installer en banlieue. Durant la majeure partie du 19e siècle, les centres industriels sont isolés et la population rurale domine.

Le patronat français s'est donc adapté à la situation. La misère de la paysannerie, sa dispersion sur une multitude d'exploitations trop petites pour lui permettre de vivre du travail de la terre conduisent nombre de petits exploitants ou des membres de leur famille à accepter les salaires faibles de ces petites industries installées à la campagne ou proches de son village, voire du travail à domicile comme à l'aube du capitalisme. Réciproquement, le bas coût de la main-d'œuvre n'encourage guère les industriels à se mécaniser. La tendance est renforcée par le manque de matières premières, de charbon notamment. Des productions dépassées dans d'autres pays restent rentables en France, qu'il s'agisse de la fonte au bois, des petits hauts fourneaux, ou de l'usage de roues à eau à la place de la vapeur. Et la filière reine de la révolution industrielle, l'industrie du coton, fibre importée, est moins développée que celle de la laine, fibre traditionnelle, de production locale.

La course aux colonies

Au tournant des années 1880, la course aux colonies s'accélère et les bourgeoisies d'Europe trouvent un nouveau terrain d'action et de nouvelles sources de profit. Mais, paradoxe, les succès de la bourgeoisie française dans ce partage du monde où elle occupe une des premières places l'enferment dans la spirale de profits faciles. Cela l'incite encore moins à se moderniser pour rivaliser avec des puissances plus développées comme l'Allemagne.

La mainmise sur des colonies n'a pas attendu les années 1880 pour se déployer. Mais comme l'écrit Jacques Marseille, « *à partir de* 1880*, l'expansion coloniale de la France connaît une accélération décisive. En moins de trente ans, la superficie des territoires contrôlés passe de 900 000 km² à près de 12 millions et leur population de 3 millions à 50 millions d'habitants* ». La bourgeoisie impose sa loi à des territoires 25 fois plus vastes que la métropole et à une population supérieure à celle-ci. Le Royaume-Uni s'est taillé de son côté un empire faisant plus de 75 fois sa surface et règne sur 385 millions d'individus, dix fois la population britannique !

Le discours de Jules Ferry du 28 juillet 1885 justifie la colonisation. S'il a laissé son nom aux lois sur l'école, Jules Ferry, a été aussi ministre des Affaires étrangères, président du Conseil et surtout, grand défenseur de la colonisation. Son discours commence de façon révélatrice par « *le terrain économique* », évoquant « *le besoin de débouchés* » face au protectionnisme et au ralentissement de la croissance des marchés. Bien entendu, son discours évoque aussi « *le côté humanitaire et civilisateur de la question* ». Mais répondant

à ceux qui lui demandent « *qu'est-ce que c'est que cette civilisation qu'on impose à coups de canons sinon une autre forme de la barbarie ?* », il affirme cyniquement « *qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... parce qu'elles ont le devoir de civiliser les races inférieures* ».

Le discours a été résumé par la formule « *une colonie, c'est un débouché* », à première vue paradoxale. Car une colonie est vue d'abord comme une source de matières premières, de minerais, de produits tropicaux, parfois de troupes pour faire la guerre. Comme le dit cyniquement le manuel d'Ambrosi et Tacel à destination des futurs cadres dirigeants d'entreprise, les élèves des classes préparatoires HEC, dans son édition de 1963 : « *On consomme davantage de denrées dont il est prudent de s'assurer l'approvisionnement aux colonies, qui sont produites à bon compte et dont l'éloignement donne une excuse à leur prix élevé.* » Ces auteurs n'oublient pas les débouchés : « *Les machines doivent pour être rentables travailler au rendement maximum, en fournissant en quantité croissante des marchandises que le marché national ne peut pas absorber.* »

L'importance des colonies

Les importations en provenance des colonies françaises ne représentent que le dixième des importations du pays. Mais elles servent d'amortisseur au commerce lorsque celui-ci devient plus difficile. Globalement, la part des colonies augmente, double en valeur entre 1880 et 1914. L'ensemble de l'Empire devient alors le deuxième fournisseur de la France, derrière la Grande-Bretagne. Pour certains produits, c'est même quasiment la seule source

d'approvisionnement. Rapportée aux importations françaises en 1906, la part des colonies est considérable pour des produits comme le vin, les céréales, le café, le sucre, les phosphates, les graines oléagineuses, etc. Les colonies fournissent ainsi 95 % du riz et 90 % du sucre importés, 79 % des phosphates, 72 % de l'arachide, dont la métropole a imposé la culture massive au Sénégal et dont elle fait de l'huile, etc.

Mais Jules Ferry a raison dans son cynisme : une colonie n'est pas seulement une source d'approvisionnement, c'est aussi un débouché.

C'est un débouché pour les hommes, qui peuvent atteindre les positions élevées qu'ils n'auraient sans doute pas obtenues en métropole, gagner du galon dans l'armée, occuper des postes de responsabilité dans l'administration. La République est encore mal assurée en France. Elle est même à deux doigts d'être renversée en 1889 par un aventurier démagogue, le général Boulanger. Dans une période marquée par les scandales, il avait le soutien d'anciens bonapartistes et la sympathie de certains socialistes. Autant donc que ces ambitieux, rongeant leur frein dans cette longue période de paix, aillent calmer leur impatience dans des aventures coloniales !

Au début du 20e siècle, des généraux gagnent facilement leurs galons en faisant couler le sang des peuples soumis, comme Gallieni ou Lyautey, futurs maréchaux de la guerre de 1914. Loin de la métropole, ces officiers acquièrent un pouvoir considérable, que décrit Raphaël Granvaud : « *Les troupes coloniales se trouvent éloignées du pouvoir politique, et les moyens de communication sont très lents. Les officiers*

coloniaux prennent donc l'habitude de prendre des initiatives sans consultation préalable de leurs supérieurs ou du gouvernement, voire contre l'avis de ces derniers. » L'auteur cite le général Saint-Arnaud qui soumet brutalement l'Algérie : « *Jusqu'ici toutes les mesures que j'ai prises étaient devenues des faits accomplis quand j'en ai rendu compte.* » Mais l'auteur ajoute que « *la politique du fait accompli pratiquée par les militaires ne s'oppose toutefois pas au projet colonial voulu par les autorités politiques* ».

Du fait de sa faible croissance démographique, la population française émigre peu, et ne peut peupler les colonies, à l'inverse de celle de la Grande-Bretagne. La colonisation constitue néanmoins un débouché pour des civils ambitieux. Ils trouvent là le moyen de faire fortune rapidement, d'occuper des places, d'avoir un rang plus élevé que ce qu'ils auraient pu espérer en métropole. Ce sont autant de cadres qui pourront manquer. Au lieu d'exercer leurs capacités dans le développement industriel et commercial, ils ont des carrières faciles et protégées à l'extérieur du territoire. Cela renforce les sentiments de suffisance et de supériorité dans le pays même, alors que d'autres bourgeoisies (notamment les bourgeoisies allemande ou américaine) se développent plus rapidement et dépassent les vieilles bourgeoisies coloniales, française et anglaise, à la même époque.

Naturellement, le développement de l'empire colonial est aussi un débouché pour les produits. Car comme le dit avec cynisme le manuel des classes préparatoires HEC déjà cité, « *aucun effort n'a été entrepris pour créer une industrie locale. La colonie étant conçue en fonction de l'économie*

métropolitaine, ne devait pas devenir une concurrente mais lui fournir les débouchés et les produits dont elle avait besoin ».

C'est un marché facile, captif. En 1906, les bourgeois français vendent dans les colonies plus de quatre cinquièmes de leurs exportations de coton ainsi que de leurs constructions métalliques en fer ou en acier, les trois quarts des locomotives exportées et plus de la moitié des rails de fer ou d'acier, plus du tiers des machines mécaniques pour l'agriculture mais aussi des produits plus traditionnels : deux tiers des cordages exportés, la moitié des chaussures, le quart des chapeaux de paille, les deux cinquièmes du saindoux ou des sucres raffinés... Au total, au tournant du 20e siècle, les colonies représentent 12 % du commerce extérieur de la France. C'est le second partenaire commercial du pays derrière le Royaume-Uni.

L'Empire colonial est un marché protégé de la concurrence. Les industriels français écoulent facilement leurs produits, et pas forcément les produits les plus innovants. Encore un facteur qui entraîne la bourgeoisie française sur la pente de la facilité, et contribue à son manque de dynamisme par rapport à ses concurrents.

Profits faciles et placements extérieurs

Certes, les affaires coloniales n'occupent pas la première place dans le commerce français. Elles ne concernent pas toutes les branches industrielles, mais elles sont très rentables. Elles ont servi d'amortisseur, lorsque la crise de 1929 a fait s'effondrer le commerce mondial. Et ces affaires rapportent, beaucoup. C'est aussi pour les capitaux un débouché nécessaire au stade de ce que Lénine baptisera

« l'impérialisme », pour mieux le dénoncer et le combattre comme d'autres socialistes du début du siècle, telle Rosa Luxemburg.

C'est ce qui explique que les mouvements de capitaux s'intensifient, en France comme en Grande-Bretagne. Les capitaux français placés à l'étranger passent de 14 milliards en 1880 à 38,5 en 1913. La progression est la même en Grande-Bretagne, où les capitaux placés passent de 40 milliards environ à près de 100 en 1913.

L'historien Jacques Marseille souligne « *la bonne affaire que représente l'investissement colonial à la veille de la Première Guerre mondiale. Les taux de profit réalisés par les entreprises exploitant aux colonies se révèlent bien supérieurs à ceux des sociétés exerçant leur activité en métropole ou à l'étranger* ». Il estime les taux de profit en comparant le revenu versé aux actionnaires (les dividendes) une année donnée au capital investi au départ, le prix d'émission (nominal de l'action). C'est ce que l'actionnaire aurait payé s'il avait acheté l'action dès le début. Ces taux de profit se montent à 25 % à 30 % pour les mines, 13 % à 20 % pour l'industrie, avec des exemples frappants. Les dividendes par action versés par la compagnie de mines d'Ouasta (en Algérie) se sont élevés à 93 % de la valeur originale de l'action en 1909, et 123 % en 1913. Pour la Compagnie des phosphates de Gafsa en Tunisie, les chiffres sont de 32 % et 68 % ; pour les charbonnages du Tonkin au Vietnam, c'est 63 % et 85 %...

Le rendement réel est moindre, car l'actionnaire n'a peut-être pas acheté cette action à l'origine. S'il l'a acquise en Bourse plus tard, il l'a payée à un prix généralement

supérieur à son prix d'émission. Mais pour reprendre l'exemple des mines d'Ouasta, la moyenne des cours relevés par l'auteur, variable d'un jour sur l'autre, ne dépasse jamais cinq fois sa valeur d'émission. Puisque les dividendes sont proches de 100 % du prix d'émission, cela signifie que celui qui achète l'action une année donnée touche un dividende égal à 20 % de ce qu'il dépense pour acheter son action – nettement plus que les intérêts versés par la Caisse d'épargne ; et sans même compter ce que gagne le porteur par la hausse du cours de son action ! Et il en va de même pour les autres.

Ces rendements faramineux ne se limitent pas au secteur des mines. Les taux de profit calculés pour la Banque d'Indochine sont de 37 % en 1909 et 56,5 % en 1913, ceux des Distilleries de l'Indochine de 20,5 % puis 51 %, des chemins de fer de Dakar à Saint-Louis de 45 % puis 39,3 %. Et Jacques Marseille de conclure : « *En 1914, tout concourait donc à faire du placement colonial un placement particulièrement attrayant. Ne cumulait-il pas tous les avantages : des taux de profit élevés et la sécurité qu'offrait la domination politique directe ? Peu de sociétés françaises versaient à leurs actionnaires de tels dividendes.* »

Ces placements dans les colonies, pour rémunérateurs qu'ils soient, orientent la bourgeoisie vers des productions faciles, parfois même en voie d'être dépassées, et détournent les capitaux disponibles de possibilités d'investissements en métropole. Rien d'étonnant si d'autres bourgeoisies se montrent alors plus dynamiques et investissent davantage que ces puissances coloniales que sont la France

et la Grande-Bretagne, dont l'avance se réduit alors à grand pas.

Le poids des rentiers

Cette orientation peu dynamique est d'autant plus forte que l'épargnant français peut être tenté par d'autres placements financiers tout aussi rémunérateurs.

Après les crises financières des années 1880, les banques se tournent vers le placement d'emprunts étrangers. À vrai dire, elles n'avaient jamais cessé et c'est ainsi que l'emprunt « patriotique » qui devait payer l'indemnité de 5 milliards de francs imposée par l'Allemagne lors de l'armistice de 1871 avait été autant placé à l'étranger qu'en France, les banques y gagnant largement au passage. On peut s'étonner des capacités d'épargne à une époque où la paysannerie tire le diable par la queue et consacre le peu d'argent qu'elle a à racheter des terres ou du matériel, et où les ouvriers vivent avec moins du dixième des salaires actuels. C'est oublier l'accumulation de la bourgeoisie et le fait que même la petite bourgeoisie ne jouit d'aucune protection sociale, d'aucune retraite. Son épargne est donc un moyen de s'assurer des vieux jours confortables. Or seule une faible partie de cette épargne va vers les entreprises. Car ces petits épargnants détestent les risques, et les banques qui centralisent cette épargne ne la redirigent pas plus vers l'industrie, gardant leur attitude d'extrême prudence.

Restent alors les emprunts d'État, réputés sûrs. La loi oblige même les caisses d'épargne à remettre la majorité de leurs avoirs à la Caisse des dépôts et consignations et à placer 90 % de leurs bénéfices en fonds d'État. Les épargnants

apprécient ces placements étrangers garantis : Autriche, Turquie, et surtout Russie. Et le gouvernement français les y encourage : quand l'alliance franco-russe est conclue, près de 6 milliards de francs ont déjà été prêtés alors qu'à peine 4 milliards avaient été investis dans les colonies. Au total, les capitaux français placées en Russie se sont élevés à plus de 13 milliards de francs, ils représentent 80 % des fonds étrangers empruntés par l'État russe et le tiers des capitaux étrangers investis dans les entreprises industrielles et commerciales russes. Et même si les derniers emprunts ont plus de mal à se placer après la défaite de la Russie devant le Japon et la révolution de 1905, les banques françaises demeurent fidèles aux emprunts russes.

Au total, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie française ont placé 120 milliards de francs à l'étranger à la veille de la guerre de 1914, autant ou davantage que ce qui est investi dans le pays même. Les trois quarts de ces fonds placés en Europe seront perdus après la guerre. Le refus des révolutionnaires russes de rembourser les dettes de l'Ancien Régime n'explique pas tout. Alors que la haine des bourgeois français s'est focalisée sur les seuls « emprunts russe », c'est l'effondrement de l'Allemagne, renforcé par le traité de Versailles, la dislocation de l'Empire austro-hongrois et de l'Empire ottoman qui font disparaître le reste des emprunts. Et le pire, du point de vue de cette bourgeoisie rentière, c'est que si ces sommes ont manqué à l'investissement en France, elles ne sont même pas revenues sous formes de commandes à l'industrie. « *Le total cumulé des exportations françaises vers la Russie entre 1888 et 1913 ne représente que 8 % des fonds qui lui ont été prêtés* » car la

Russie « *fait la plus grosse partie de ses échanges avec l'Allemagne et le Royaume-Uni* ». Paradoxalement, par ses prêts, le bourgeois français a permis à la bourgeoisie allemande de dépasser la France et de devenir la première puissance d'Europe.

Une seconde révolution industrielle

À la fin du siècle cependant, la croissance s'accélérant, la bourgeoisie française rattrape enfin son retard sur la bourgeoisie anglaise, et se montre plus dynamique dans les innovations de la seconde révolution industrielle. C'est l'époque de l'essor des frères Renault ou Peugeot avec les cycles et l'automobile, de la chimie ou de l'utilisation de l'énergie électrique. Même si les mines du Nord donnent désormais à plein, la France continue à être pénalisée par le manque de charbon comparé à ses rivaux britanniques ou allemands. Ce n'est donc pas un hasard si le premier transport d'électricité à longue distance est réalisé entre Grenoble et Vizille, région dépourvue de charbon et qui sait utiliser l'énergie des cours d'eau en provenance des Alpes.

L'électricité avait été mise en évidence à la fin du 18e siècle avec la pile de Volta en 1800, mais pour comprendre réellement le phénomène, ses liens avec le magnétisme, et montrer comment le produire sous forme industrielle, il faudra près d'un siècle et l'invention de la dynamo par le Belge Gramme. Restait à régler le problème du transport, car le courant qui passe dans un fil perd une partie de son énergie en chaleur. Et comme il ne s'agit évidemment pas de réchauffer l'air ambiant mais de transporter de l'énergie électrique sans perte, c'est le problème qu'il fallait résoudre. Ce

sera fait avec l'invention du transformateur, qui conserve la puissance transportée en élevant le voltage pour faire baisser l'intensité (ampérage) du courant, responsable de ce dégagement de chaleur. L'Exposition universelle de 1889 avait montré la maîtrise des ingénieurs et industriels français. Gustave Eiffel en est devenu le symbole en matière de sidérurgie et machinisme. En plus de la tour Eiffel, le palais des machines avait nécessité autant de métal que la tour elle-même ! L'exposition suivante de 1900, « l'Expo » tout court comme on a dit, célèbre « la fée électricité » et lègue aux Parisiens le métro, leur premier chemin de fer souterrain électrique.

Mais derrière ces réussites apparentes, la bourgeoisie française est désormais distancée par la bourgeoisie allemande, sans parler de celle des États-Unis. La France produit 40 millions de tonnes de charbon en 1913. C'est quatre fois plus qu'en 1870, mais pour l'Allemagne qui en produit 190 c'est 6 fois plus. Et pour les États-Unis et ses 570 millions de tonnes, c'est 13 fois plus. Mais, paradoxe lié à son retard, la bourgeoisie française, moins développée que sa rivale du Royaume-Uni, est de ce fait moins prisonnière des industries du début de la révolution industrielle. Là où la bourgeoisie britannique hésite entre continuer à utiliser les anciennes industries ou les liquider pour faire des investissements dans les nouvelles, la France, mais encore davantage les pays plus en retard qu'elle, peuvent investir directement dans les productions nouvelles. C'est ainsi que l'électricité des Alpes est utilisée pour produire de l'aluminium par exemple, métal nouveau à l'époque.

Exemple de ces innovations, la petite ville d'Ugine en Savoie, dans une région rurale, devient un centre industriel sous l'impulsion de l'ingénieur suisse Paul Girod. Ayant mis au point des procédés de fabrication utilisant l'électricité pour créer des alliages de fer ou d'acier incorporant des métaux rares (vanadium, etc.), il rachète pour se développer une papeterie utilisant l'électricité, 4 MW produits par une chute d'eau de cent mètres, la seconde plus puissante des Alpes en 1900. Il construit ensuite à Ugine une usine de ferro-alliages alimentée par la houille blanche, puis des aciéries fonctionnant à l'électricité. Après bien des fusions et rachats, c'est une des branches de Pechiney Ugine Kuhlmann, un des plus grands trusts français. Il a disparu dans des restructurations financières après avoir accumulé des profits tout au long du siècle, puis licencié ses salariés dans les années 2000.

* * *

Au début du 20e siècle, au-delà des succès apparents, la bourgeoisie française montre toujours les mêmes signes de retard. La paysannerie, qui a du mal à vivre, occupe toujours une part trop importante de la main-d'œuvre et n'est pas assez productive, de même que les artisans par rapport aux grandes entreprises. Ainsi, au recensement de 1911, on comptait un peu moins de quatre salariés pour un patron alors qu'aux États-Unis c'est 25 pour un. Autre symptôme de ce retard, si la marine recourt davantage à la vapeur, en 1900 qu'auparavant, marine à voile et à vapeur sont équilibrées, moitié-moitié. En 1913, la vapeur a progressé, mais pèse toujours moins de 60 %. Et dans la trilogie de Marcel Pagnol (*Marius*, *Fanny*, *César*) le marchand de voile

Panisse, qui sauve l'honneur de la pauvre Fanny, décide de se moderniser à cette occasion en passant de la voile à la réparation des moteurs... en 1930 !

Chapitre VIII

Une classe ouvrière en formation lente

La lenteur de l'évolution en France par rapport à ses voisins a des répercussions sur la formation du prolétariat. En Allemagne, le développement de la bourgeoisie est rapide, et s'accélère dans les années 1870-1880. La progression démographique importante alimente un courant d'émigration, mais aussi un exode rural fort, concentrant rapidement dans de grandes unités de production, en ville, des ouvriers fraîchement arrachés à leur campagne. Ce déracinement et cette concentration ont joué un rôle dans la progression rapide du mouvement ouvrier allemand, syndicats et parti social-démocrate. En France, le processus a été différent.

Que ce soit en Grande-Bretagne ou dans le reste de l'Europe, les premiers effets de la révolution industrielle se traduisent par une baisse catastrophique du niveau de vie et des conditions matérielles du monde ouvrier. C'est également le cas en France dans la première moitié du 19e siècle. Ce n'est qu'ensuite, dans la seconde moitié, et plutôt à la fin du siècle, grâce à ses luttes et aux progrès de son organisation, que le prolétariat voit son sort s'améliorer.

Les conditions de travail

Les récits que nous ont laissés les ouvriers ayant écrit leurs mémoires, généralement des militants, sont symptomatiques. Norbert Truquin décrit ainsi le travail à domicile des peigneurs de laine des années 1840. Alors qu'il n'a qu'une dizaine d'années, son maître le « *faisait lever à trois heures pour allumer son fourneau, afin de pouvoir commencer à travailler à quatre heures. Lorsque les peignes sont chauds, le peigneur prend une poignée de laine humide de la main droite, puis de l'huile dans un pot à l'aide d'un doigt de la main gauche ; il étale cette huile sur la laine et engraisse le peigne presque rouge ; il en résulte une odeur nauséabonde qui règne depuis quatre heures du matin jusqu'à dix heures du soir. Cette poignée de laine une fois graissée, l'ouvrier peigne la laine jusqu'à ce que le fil soit droit et soyeux. Puis il repasse la laine ainsi étirée au gamin placé à sa gauche. Comme il est resté dans cette laine des impuretés, le gamin les retire avec le bout de ses dents. Il ne doit pas cracher ces impuretés, il faut qu'il les fasse couler en chapelet des deux côtés de sa bouche. On se sert des dents pour que la laine soit tirée sans risquer de se déchirer.* » Truquin note de façon générale que si le travail en usine est dur, « *la situation des ouvriers de fabrique était bien plus tolérable que celle des ouvriers en chambre, rien n'est plus abrutissant que le travail dans un local étroit* ».

Ces récits épouvantables sont confirmés par l'enquête du docteur Villermé, réalisée aux débuts de l'industrialisation, à la fin des années 1830, et qui porte notamment sur les manufactures textiles d'Alsace et du Nord : « *Les filatures et les tissages mécaniques s'ouvrent généralement le matin à cinq heures et se ferment le soir à huit, quelquefois à neuf.*

[La] *journée est au moins de quinze heures, une demi-heure pour le déjeuner et une heure pour le dîner. Par conséquent, jamais moins de* 13 *heures et demie de travail par jour.* » Et Villermé de remarquer que « *même pour les forçats, la journée de présence* [est limitée] *à douze heures, réduite à dix par les temps de repas* ». Il décrit ensuite le sort des enfants, « *dont beaucoup ont à peine sept ans* », travaillent de longues journées et qui, logés loin, « *parcourent deux fois par jour une longue route* » de plus de 5 km dans chaque sens.

Si la situation des ouvriers s'améliore dans la seconde moitié du 19e siècle, l'évolution est lente. Dans ses *Souvenirs d'une morte-vivante*, la communarde Victorine Brocher décrit la situation des travailleuses dans les années 1860 : « *J'ai vu des pauvres femmes travaillant 12 à 14 heures par jour pour un salaire dérisoire, s'enfermer de longues heures dans des ateliers malsains où ni l'air, ni la lumière, ni le soleil ne pénètrent jamais, des fabriques où elles sont entassées pour gagner la modique somme de deux francs par jour et moins encore.* » Elle raconte aussi les ravages de l'alcoolisme et cette vie où le samedi, la femme « *attend son mari qui s'est attardé dans le cabaret voisin de la maison où il travaille et ne rentre que quand son argent est aux trois quarts dépensé* ». Le lendemain, le mari a « *la cervelle encore troublée des libations de la veille, se lève tard, gronde les enfants s'ils font le moindre mouvement, n'entend pas qu'on lui trouble son repos. Si le dîner n'est pas prêt à l'heure exacte, il parle en maître ! Elles sont légion à Paris, les ouvrières se trouvant dans ces conditions* ».

Là encore, si la situation s'améliore et les journées devenues moins longues à la Belle Époque, l'époque n'est pas

« belle » pour tout le monde. Ainsi, à la veille de la guerre de 1914, le journal de la CGT, *La Bataille syndicaliste*, publie un article de Marcelle Capy dénonçant une filature de Lille où les ouvrières sont payées 2,5 à 3 francs par jour (moins de 10 euros actuels, mais par jour), avec des conditions de travail très dures : « *Plus il fait chaud, plus le coton se manipule aisément. On n'aère jamais, les courants d'air cassent les fils. Le travail est généralement malsain, la température moyenne est de 28 degrés et le degré hygrométrique atteint 60 %. Les amendes sont une mesure courante. Pour quelques minutes de retard, une parole à un moment de travail, lorsque le fil est de mauvaise qualité, qu'il casse et s'enroule mal sur la bobine : amendes encore. Il y a deux ou trois mois, à la filature Wallaert, de Lille, une ouvrière prit froid en travaillant. Le lendemain, elle ne vint pas à l'usine, le soir même, elle mourut. Ce qui n'empêcha pas le patron de retenir vingt sous d'amende sur le salaire de la défunte sous prétexte qu'elle aurait dû, étant à l'agonie, envoyer un billet du docteur justifiant son absence.* »

Une situation précaire

Les périodes de chômage, qui ne sont pas indemnisées, plongent périodiquement des couches de la population dans la misère. Là encore, c'est une rupture incompréhensible pour ces ouvriers encore proches de campagnes où lorsqu'on manquait de pain, les causes étaient naturelles et inévitables, comme de mauvaises récoltes.

Les périodes de « morte saison » ne touchent pas toutes les branches de la même façon. L'historien Fabrice Laroulandie, dans *Les ouvriers de Paris au 19e siècle*, cite un auteur

affirmant qu'à Paris en 1867, « *la morte saison équivaut à une perte de 38 journées de travail par an, tous secteurs confondus. Mais pour les professions concernées, elle fait tomber l'année effective à 250 jours en moyenne* » au lieu de 300, réduisant les revenus d'autant. Martin Nadaud, futur député républicain décrit dans *Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon* comment les Limousins repartaient au village l'hiver pour ne revenir qu'à la belle saison. Lui-même, venu de son village travailler comme ouvrier dans le bâtiment à Paris dans les années 1830, a connu ces périodes de chômage. Il décrit la « *place de Grève* [aujourd'hui place de l'Hôtel-de-Ville à Paris], *dernier vestige de l'ancien marché aux esclaves de l'Antiquité, bondée d'hommes hâves et décharnés, grelottant sous de mauvaises blouses ou des vestes usées jusqu'à la couture, trépignant des pieds sur le pavé pour se réchauffer un peu* ». Lorsque, ne trouvant pas d'embauche, ils quittent « *vers neuf heures ce lieu de désolation et de misère* », c'est pour aller mendier de quoi manger ou demander un crédit au boulanger.

Il y a les crises, ces crises de « surproduction », aussi choquant que soit le terme dans ce monde de misère. Yves Lequin dans l'*Histoire de la France urbaine*, note qu'à « *Roubaix, en mai 1846, c'est d'un coup 8 000 travailleurs du textile qui se retrouvent sans ouvrage, soit 60 % de la main-d'œuvre locale* ». Dans les années 1860, la « *famine de coton entraîne une misère effrayante dans la plupart des villes textiles* ». Encore plus tard, « *la grande dépression des années 1880 et son paroxysme de 1882-84 ont des effets désastreux et le recul général de l'emploi de 10 % dans toute la France en trois ans reflète mal la détresse de situations locales comme à*

Nantes où presque tous les ouvriers des chantiers maritimes sont à la rue ».

Le travail est précaire, l'accident ou la maladie sont des catastrophes. Le médecin et ses soins sont chers, l'hôpital apparaît comme un repoussoir. Et surtout, malade, on ne travaille pas, alors qu'il faut se nourrir et payer son terme, le loyer.

Enfin, la vieillesse peut signifier la déchéance. Le même auteur rapporte que « *vers 1910 à Paris, une enquête découvre avec surprise que la collecte des chiffons peut être le fait d'anciens ouvriers trop âgés pour qu'on leur conserve leur métier, un ancien menuisier, un ex-chauffeur des bateaux-mouches* ». Le chansonnier Montéhus le dénonce ainsi : « *On n'devrait pas vieillir quand on est ouvrier/Avoir des cheveux blancs, c'est perdre son pain,/C'est la double souffrance, vieillesse et misère.* »

Et à l'autre bout, les enfants doivent rapidement compléter les revenus de la famille, non seulement aux débuts du capitalisme mais même plus tard quand « *à la Belle Époque, un enfant rapporte, comme on dit, à partir de douze ans* ».

Les salaires

Les chiffres concernant les salaires sont à manier avec précaution. Certes, la valeur officielle du franc ne varie pas durant le siècle, et son poids en or reste constant. Les comparaisons sont en apparence plus faciles, les salaires des années 1830 s'exprimant dans la même monnaie que ceux des années 1850, 1880 ou 1900. Mais en réalité, la hausse ou la baisse des prix font varier le niveau de vie. Les prix augmentent sous le Second Empire, les années

1850 à 1870, période de croissance, tandis qu'ils baissent ensuite : « *De* 1871 *à* 1902*, les prix de détail reculent, et ceux des denrées alimentaires de base plus vite que les autres : à Saint-Étienne, le pain perd 16,3 % entre 1875 et 1892 puis reste étale jusqu'en 1902* », écrit Yves Lequin. La hausse des prix reprend ensuite et le salaire réel baisse dans les années précédant la guerre de 1914.

Si les comparaisons au sein du 19e siècle sont délicates, elles le sont encore davantage avec l'époque actuelle. En effet, le salaire de cette époque est l'unique ressource, sans l'apport du salaire différé que constituent les cotisations sociales actuelles. L'ouvrier ou l'employé n'a ni Sécurité sociale, ni retraite, ni congés payés, ni assurance chômage ou pension d'invalidité, l'école a longtemps été payante, et le lycée ou l'université réservés à une petite élite. Et même en tenant compte de ces facteurs, nombre de produits industriels actuels n'existent pas, ou ont considérablement baissé de prix en termes réels, grâce aux gains de productivité.

Néanmoins, pour tenter de se représenter les choses, on peut considérer qu'un franc du 19e siècle équivaut approximativement au pouvoir d'achat de trois ou quatre euros actuels. Essayons alors d'estimer de quoi vit un ouvrier au 19e siècle.

Sous Napoléon, dans les années 1800-1810, « *dans le département de Jemappes, le salaire fixé par l'autorité préfectorale à un franc* [par jour]*, c'est-à-dire au voisinage du minimum nécessaire à la survie, est dans la pratique souvent inférieur à ce niveau* », écrit l'historien Louis Bergeron.

Par comparaison avec ces revenus ouvriers de 500 à 1 000 francs par an sous le Premier Empire, un chef de bureau

touchait déjà quatre à cinq fois plus, un évêque dix fois, un préfet vingt et un sénateur vingt-cinq fois plus. Et il ne s'agit que de salaires. Lorsqu'on regarde les fortunes, les écarts sont pires. À Marseille dans les années 1820, la moyenne des successions, c'est-à-dire des biens laissés à la mort d'un entrepreneur, se monte à près de 200 000 francs, et 300 000 francs pour les négociants-savonniers. À l'autre extrémité, Yves Lequin écrit qu'« *à Amiens, dans les années* 1850, 60 *% des habitants n'ont strictement rien amassé ou rien gardé de ce qu'ils avaient pu avoir à un moment de leur existence* ».

À l'aube de la révolution industrielle, l'ouvrier français aurait donc été au niveau des peuples les plus pauvres de la planète aujourd'hui, vivant avec 2, 3 ou 4 euros par jour. Au milieu du siècle, les salaires ont augmenté mais restent encore bas et soumis à de grandes variations. Ainsi, Norbert Truquin dit avoir gagné à 13 ans un peu plus d'un franc par jour en 1846 dans une filature de laine d'Amiens, tandis que les ouvrières gagnaient de quatre-vingts centimes à 1,10 franc. Dix ans plus tard, devenu adulte, il gagne trois francs par jour en 1857 à percer un tunnel pour la construction d'une ligne de chemin de fer, puis entre un et trois francs par jour selon les travaux. Le maçon Martin Nadaud cite des salaires comparables en 1831 : « *On nous donnait* 36 *sous (*1,80 *franc) par jour et* 40 *pendant les grandes journées; les limousinants* [ouvriers qualifiés] *gagnaient* 55 *sous (*2,75 *francs) ou* 3 *francs; les maçons* 3,25 *francs ou* 3,50 *francs.* » Trois francs sont un bon salaire, un salaire d'ouvrier qualifié. C'est ce que gagne Maheu dans *Germinal* tandis que sa fille Catherine n'en gagne que deux et son

fils Jeanlin, un gamin, un seul. Étienne Lantier, herscheur, pousse les wagonnets et gagne 30 sous, soit 1,5 franc.

On parle en sous jusqu'à la Belle Époque, comme on parle de lieues pour les distances. Le franc germinal créé sous Napoléon a pris la suite de la livre d'Ancien Régime. Celle-ci était divisée en 20 sols (ou sous). Si le franc a été divisé en 100 centimes, l'habitude est restée de parler de « sou » pour désigner la pièce de 5 centimes, puisqu'il en faut 20 pour faire les 100 centimes du franc. La « *belle pièce de 100 sous* », brillante, c'est la pièce d'argent de 5 francs.

Que signifieraient ces salaires aujourd'hui ? Les 3 francs par jour de Maheu lui procurent un revenu annuel de 900 francs s'il ne reçoit pas d'amendes, ne connaît pas de chômage, et travaille 300 jours. Ils seraient équivalents à 3 000 ou 3 500 euros pour l'année. Mais puisqu'il s'agit d'un salaire sans cotisations sociales, il serait plus juste de dire qu'il vit comme quelqu'un qui gagnerait aujourd'hui 1 500 à 2 000 euros net – par an, pas par mois. Maheu, dans *Germinal*, vit donc autour des années 1860 avec dix fois moins qu'un ouvrier d'aujourd'hui.

À la fin du 19e siècle, si la situation matérielle des ouvriers s'est un peu améliorée, les salaires restent bas. Madeleine Rébérioux, dans *La République radicale*, cite « *l'enquête de 1891-97 : l'éventail des salaires va de 1 franc par jour pour une femme, manœuvre dans l'industrie chimique en province à 12 francs pour un homme, contremaître à Paris dans la construction mécanique* ». Ce salaire de 12 francs est exceptionnel et selon la branche l'ouvrier touche plutôt de 3 à 5 francs par jour et encore, seulement si c'est un homme. Car les salaires féminins sont systématiquement inférieurs

de moitié à ceux des hommes. Thomas Piketty estime pour sa part que le salaire ouvrier moyen de 1900 serait d'environ 4 francs par jour (ou 1163 francs par an), ce qui, selon ses estimations, serait équivalent à un revenu annuel de 4700 euros actuels.

Le salaire de la Belle Époque dépasse donc rarement 1500 francs par an, de l'ordre de 4000 à 5000 euros actuels. Mais encore une fois, c'est un salaire sans cotisations sociales et qui serait plutôt comparable à un revenu net moitié moindre, 2000 à 2500 euros pour l'année, ou au sens actuel, un salaire net de moins de 200 euros par mois. Certes, si l'ouvrier est marié, le couple vivra avec trois fois plus d'argent qu'aux débuts de la révolution industrielle. Sur l'air de *Viens Poupoule*, Mayol chante que « *samedi soir après l'turbin l'ouvrier parisien dit à sa femme comme dessert, j'te paye l'café-concert* ». Mais loin du mythe insouciant de la Belle Époque, que viennent l'accident, la maladie, le chômage, et c'est la catastrophe, la plongée dans la misère.

Les budgets ouvriers

Comment vit-on avec ces faibles sommes ? L'enquête de Villermé établit à la fin des années 1830 le budget d'une « *famille, dont le père, la mère et un enfant de dix à douze ans reçoivent des salaires ordinaires, si la maladie de quelqu'un de ses membres ou un manque d'ouvrage ne vient pas diminuer ses profits* ». En additionnant les trois salaires, ils gagnent 915 francs par mois, l'équivalent d'un revenu actuel de 120 euros pour une famille vivant à l'époque des *Misérables*.

Que peut-on faire avec si peu ? Se loger coûte 60 francs par an et comme dit l'enquête, c'est dans « *un cabinet, une*

sorte de grenier, une cave, une petite chambre ». La famille dépense l'essentiel en nourriture et il lui reste bien peu (l'équivalent de moins de 10 euros actuels par semaine) pour « *l'entretien du mobilier, du linge, des habits, le feu, la lumière* » et le reste. Norbert Truquin raconte comment dans ses nombreuses périodes de chômage il ne mange guère. Enfant, placé chez un maître, celui-ci lui fait acheter « *des retailles, petits morceaux de viande qui restent adhérents aux crochets et sentent généralement mauvais. Les bouchers vendent ces débris 5 sous la livre, on n'en trouve que dans les quartiers bourgeois* ».

Un peu plus tard, dans les années 1850-1860, l'historien Alain Plessis estime que l'ouvrier qui travaille mange 750 g de pain par jour, 100 g de pommes de terre, 80 g de viande ou de poisson, 250 g de fruits et légumes, 170 g de laitages et boit près d'un litre et demi de vin. D'autres chiffres montrent que l'ouvrier parisien aurait consommé moins d'une livre de pain par jour. Ses dépenses de viande seraient devenues supérieures aux dépenses de pain au tournant du 20e siècle. Mais l'ouvrier parisien bénéficie d'un niveau de vie supérieur aux ouvriers de province. Fabrice Larouandie écrit que « *la consommation de viande, nettement supérieure à Paris à ce qu'elle est en province, a sensiblement ralenti de 1820 à 1850 (passant de 59 kg par an et par habitant de la capitale à 49 kg) pour s'élever aux alentours de 1890 (68 kg), début d'une nouvelle érosion* ». Il cite des chiffres de vente révélateurs : « *Les marchés de Puteaux, ville qui a un pourcentage élevé d'ouvriers qualifiés, vendent 31 kg de viande par tête en 1900* [moins donc que les 50 kg de la moyenne parisienne]*; à Aubervilliers avec sa forte*

proportion de journaliers, ils n'en fournissent que 9 kg » (25 g par jour !). Et il note que cette moyenne « doit être minorée pour les ménages ouvriers », citant les charpentiers et leurs 33 kg par tête en 1890 (90 g par jour).

Cet historien évoque lui aussi les « retailles » déjà évoqués, mais aussi les « *regrats, rebuts des assiettes bourgeoises collectées par des revendeurs appelés marchands d'arlequins* ». Zola décrit dans *Le ventre de Paris* le commerce de ces résidus des grandes tables : « *Chaque matin, de petites voitures fermées s'arrêtent aux portes des grandes cuisines et rapportent pêle-mêle la desserte des restaurants, des ambassades, des ministères.* » Ces restes, qui mélangent des viandes et des sauces différentes, ou même des viandes et des poissons, sont souvent mis en soupe, dans lesquelles trempera une grande quantité de pain.

Révolte et conscience

Les ouvriers dont la situation s'est dégradée avec l'industrialisation ont conscience de l'injustice de la situation, et expriment leur révolte. Ainsi en 1840, un ouvrier tisserand de Rouen, Charles Noiret, écrit que « *nous naissons dans l'indigence, nous vivons dans la misère, nous mourons dans la pauvreté. Notre existence est une longue suite ininterrompue de souffrances. Et nous croyons que cet état de choses est dans la nature humaine ! C'est nous tromper. D'après les lois de la Nature, les biens de la Terre sont à tout le monde et tous les hommes sont égaux. La cause du mal qui nous mine provient de ce que nous sommes sous la dépendance de ceux que la fortune a favorisé. Ils font les lois et les exécutent, contre nous et pour leur intérêt. Nous sommes toute la force, toute*

la puissance, comme nous sommes la source de toute richesse. On ose nous dire que nous ne pourrions pas vivre sans les spéculateurs [c'est ainsi qu'il désigne les employeurs] *puisque ce sont eux qui nous donnent de l'ouvrage.* [Mais] *on peut vivre et travailler sans eux, et beaucoup mieux qu'avec eux.*»

Cette conscience d'être la classe qui produit les richesses sans en profiter s'est exprimée au lendemain de la révolution de juillet 1830, comme dans *L'Artisan*, un éphémère journal ouvrier qui écrit : « *La classe la plus nombreuse et la plus utile de la société est sans contredit la classe des ouvriers. Sans elle, les capitaux n'ont aucune valeur. Toutes les classes qui profitent de son travail le savent bien. Elle seule semble l'ignorer.* » C'est ce qu'exprime aussi le *Chant des ouvriers* de Pierre Dupont : « *Nous dont la lampe, le matin/Au clairon du coq se rallume,/Nous tous qu'un salaire incertain/Ramène avant l'aube à l'enclume* » ayant conscience que « *La terre nous doit ses merveilles* ».

Cette conscience se renforce au cours du siècle, dans les révolutions : des Trois Glorieuses, les journées de juillet 1830 où les faubourgs populaires renversent le trône de Charles X ; lors des insurrection des canuts lyonnais en 1831, puis 1834 ; dans les journées de février 1848 où c'est le trône de Louis-Philippe qui disparaît à son tour avant que les ouvriers, dont le sort est examiné pour la première fois dans une commission au palais du Luxembourg, soient massacrés lors des journées de juin. Les grèves du Second Empire, la participation à l'Association internationale des travailleurs à partir de 1864, la Commune de Paris puis la création des syndicats, des Bourses du travail et des partis

socialistes après les années 1880 seront autant d'étapes dans la progression de cette conscience.

Conclusion

En un peu plus d'un siècle, le petit peuple d'artisans et de domestiques des faubourgs qui se lance à l'assaut de la Bastille s'est mué en un peuple de prolétaires, ouvriers d'industrie, employés de commerce et des grands magasins, cheminots et postiers. Et dans les campagnes, même si la paysannerie n'est pas encore entrée dans la grande agriculture moderne à l'américaine, la propriété bourgeoise a fait disparaître le pouvoir de la noblesse, ses privilèges, ses règlements et prélèvements d'un autre âge. Rétrospectivement, en comparaison des horreurs et souffrances de la Première Guerre mondiale, des crises à répétition de l'entre-deux-guerres, de l'érosion monétaire, du chômage de masse et de la crise de 1929, la période d'avant 1914 pouvait même apparaître comme la « Belle Époque ».

Mais « belle » pour qui ? C'est l'époque insouciante des rentiers des pièces de Feydeau qui n'ont d'autres soucis que conjugaux, mais ces années sont aussi celles du massacre de Fourmies, où la troupe tire sur une manifestation pacifique le 1er mai 1891, faisant neuf morts. C'est la catastrophe de Courrières, qui tue un millier de mineurs par négligence patronale en 1906. C'est le règne de la grande industrie, mais aussi celui des cousettes des petits ateliers. Si cette France de rentiers domine le paysage, en bas de l'échelle sociale, la loi sur les retraites ouvrières de 1910 établit une pension de 200 francs par an à peine (moins de 100 euros actuels par mois) à 65 ans, un âge qui dépasse l'espérance

de vie de bien des ouvriers. Elle est tournée en dérision par la CGT qui la rebaptise « *retraite pour les morts* ». Et l'épouvantable mortalité infantile touche bien davantage les pauvres, qui vivent dans des conditions propices aux maladies et n'ont pas les moyens d'appeler le médecin ou de payer les médicaments.

Jean-Marie Mayeur relève d'autres aspects de ces inégalités : « *Pendant les années de difficultés économiques, de* 1873 *à* 1891, 10 *% des décédés possèdent* 92 *% de la richesse générale.* » Car en l'absence d'impôts sur le revenu, c'est le décès qui révèle le patrimoine ou à l'inverse, l'absence de biens lors des successions. Le même auteur estime qu'un « *bourgeois de profession libérale qui a* 20 000 *francs de revenu par an* [plus de dix fois un salaire ouvrier] *paye 2 % d'impôts. Autant l'impôt foncier frappe la fortune rurale, autant la bourgeoisie urbaine* [il serait plus juste de parler de petite bourgeoisie] *est protégée par un système fiscal qui ignore l'impôt sur le revenu. Si le bourgeois compte, il épargne. Un médecin, un ingénieur prennent leur retraite dès la cinquantaine sans qu'en souffre leur niveau de vie. La France de l'époque compte plusieurs centaines de milliers de rentiers, dont beaucoup sont des petits rentiers issus des classes moyennes.* » Ce sont ceux-là qui donnent le ton, les héros des pièces de boulevard que les banques convainquent de laisser leurs avoirs dans des placements qu'on leur présente comme sûrs les emprunts russes ou ottomans qui s'évaporent après la guerre !

C'est aussi l'un des éléments qui explique les différences de rythme de développement entre France et Grande-Bretagne, mais pas seulement. Car lorsque la bourgeoisie

française le jugera nécessaire, elle sacrifiera allègrement ses petits bourgeois. Et Poincaré, qui est passé en son temps pour le sauveur de l'épargne de « la veuve de Carpentras », comme on disait lors de la crise financière de 1926-1928, a dévalué la monnaie, et remboursé les rentes d'avant-guerre au cinquième de leur valeur au mieux, en « franc à quatre sous », selon l'expression de l'époque.

* * *

La bourgeoisie française a connu un rythme de développement moins rapide qu'en Grande-Bretagne, ou même ensuite qu'en Allemagne. Cela s'explique par l'histoire, le poids de la noblesse en France, même après 1789. La bourgeoisie a longtemps rêvé de lui ressembler, tels ces héros de Balzac toujours à la recherche du mariage qui leur permettra de vivre sans rien faire avec « *tant de milliers de livres de rente* ». C'est aussi le manque de matières premières, à commencer par le charbon, qui enferme plus longtemps qu'ailleurs la bourgeoisie française dans ces petites unités de production dispersées, en lisière du monde rural, utilisant les sources d'énergies disponibles, les rivières plutôt que les machines à vapeur. Et contrairement à sa rivale britannique, la bourgeoisie française ne peut bénéficier de coton bon marché venu de ses colonies ou des plantations esclavagistes du Sud des États-Unis.

Mais c'est aussi la crainte des paysans et des ouvriers, qui pousse les politiques à ne pas chasser les cultivateurs des campagnes, ainsi que les ruraux de manière générale. Cela aurait signifié chasser les paysans d'une terre durement gagnée lors du processus révolutionnaire. Et les illusions de ces petits propriétaires ou semi-propriétaires

qui se croient indépendants les poussent durant tout le 19e siècle à sacrifier leur niveau de vie pour s'accrocher à leurs biens, travaillant durement une terre dans des conditions que l'évolution économique condamne. En retour, cet acharnement de la paysannerie limite les débouchés de l'industrie, l'importance et le dynamisme des marchés, la taille des villes même, et favorise le maintien de structures archaïques, comme le travail à domicile.

Le rythme de développement lent s'explique enfin par l'orientation de l'épargne et des banques, vers la thésaurisation, l'or ou les placements d'État dans la première moitié du 19e siècle, les profits coloniaux faciles et les prêts aux États étrangers ensuite.

Pour toutes ces raisons, qui tiennent à sa mentalité de classe, à son horizon étriqué et son amour du profit rapide, la bourgeoisie française apparaît plus frileuse que ses concurrentes. Elle connaît certes les réussites brillantes montrées avec fierté lors des expositions universelles comme celle de 1867, ou la tour Eiffel et le Palais des machines de celle de 1889. Mais elle se montre aussi attachée à des structures traditionnelles qui lui permettent de peu payer la main-d'œuvre, de l'attacher par des liens familiaux. C'est globalement une classe moins dynamique que les « barons pillards » du capitalisme sauvage des États-Unis de la même époque, qui voient s'ouvrir devant eux un marché intérieur qui paraît illimité après la guerre de Sécession.

En France, l'État doit sans cesse impulser, garantir les profits, protéger la bourgeoisie, pour qu'elle se lance. Elle se réfugie derrière des barrières protectionnistes et des tarifs douaniers élevés. Elle profite de l'empire colonial et vit sur

les colonies, hésite à investir, peu aidée par des banques tout aussi frileuses. Son caractère parasitaire apparaît très tôt, peut-être davantage encore que pour les autres bourgeoisies.

En 1848, la classe ouvrière encore mélangée aux artisans n'avait pu que revendiquer son droit à l'existence. En 1871, elle a laissé entrevoir sa capacité à réorganiser la société. À la fin du siècle, quand la bourgeoisie a développé l'économie et la grande industrie, la classe ouvrière est alors prête à remplacer cette classe devenue une entrave au développement. Plus d'un siècle après, après deux guerres mondiales, la crise de 1929, les guerres coloniales, le ralentissement et la crise depuis les années 1970, la fuite des investissements dans la spéculation, le gaspillage des ressources, ou l'épuisement de la nature et la destruction de la planète, pour ne pas parler du pillage du Tiers Monde et de son maintien dans un sous-développement dramatique, cette nécessité est plus présente que jamais.

Bibliographie

Ouvrages historiques

Ouvrages généraux

Duby (Georges), *Histoire de la France urbaine*, tome iv, La ville de l'âge industriel, Seuil, 1998.
Duby (Georges) et Wallon (Armand), *Histoire de la France rurale*, tome iii, 1789-1914, Seuil, 1992.
Nouvelle histoire de la France contemporaine (Seuil) :
Woronoff (Denis), *La République bourgeoise, (1794-1799)*.
Bergeron (Louis), *L'épisode napoléonien, aspects intérieurs (1799-1815)*.
Jardin (André) et Tudesq (André-Jean), *La France des notables (1815-1848), la vie de la nation*.
Plessis (Alain), *De la fête impériale au mur des Fédérés (1852-1871)*.
Mayeur (Jean-Marie), *Les débuts de la iii^e^ République (1871-1894)*.
Rebérioux (Madeleine), *La République radicale ? (1898-1914)*.

Autres ouvrages historiques

Ambrosi (Christian) et Tacel (Max), *Histoire économique des grandes puissances*, Delagrave, 1963.

Beaud (Michel), *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Seuil, 1981.
Bonin (Hubert), *La banque et les banquiers en France*, Larousse, 1992.
Correia (Mickaël), *Histoire populaire du football*, La Découverte, 2018.
Hincker (François), *La Révolution française et l'économie*, Nathan, 1989.
Jacomy (Bruno), *Une histoire des techniques*, Seuil, 2015.
Laroulandie (Fabrice), *Les ouvriers de Paris au 19e siècle*, Christian, 1997.
Maneglier (Hervé), *Paris impérial, la vie quotidienne sous le Second Empire*, Armand Colin, 1990.
Marseille (Jacques), *Empire colonial et capitalisme français*, Albin Michel, 1984.
Marx (Karl), *Manifeste du Parti communiste*, 1847.
Mayer (Arno), *La persistance de l'Ancien Régime*, Flammarion, 1983.
Moulin (Annie), *Les paysans dans la société française*, Seuil, 1988.
Noiriel (Gérard), *Le creuset français*, Seuil, 1988.
Rioux (Jean-Pierre), *La révolution industrielle, 1770-1880,* Seuil, 1971.

Mémoires, souvenirs

Brocher (Victorine), *Souvenirs d'une morte vivante*, Libertalia, 2017.
Faure (Alain) et Rancière (Jacques), *La parole ouvrière, 1830-1851,* Textes choisis, La fabrique, 2007.

Nadaud (Martin), *Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon*, 1895.
Truquin (Norbert), *Mémoires d'un prolétaire*, Maspero, 1977.

Romans du 19e siècle

Balzac (Honoré de)
Eugénie Grandet : l'avarice d'un petit-bourgeois du début du 19e siècle, sa fortune et les déconvenues d'une jeune fille de province.
César Birotteau : un commerçant ruiné veut rembourser ses dettes.
Illusions perdues et *Splendeurs et misères des courtisanes* : l'ambition et la réussite dans le Paris des années 1820-1830.
Flaubert (Gustave), *Madame Bovary* : la province traditionnelle, les notables dans la première moitié du 19e siècle.
Stendhal, *Le Rouge et le Noir* : ambition, réussites et échecs dans la France des années 1820-1830.
Zola (Émile), le cycle des Rougon-Macquart, dont notamment :
La Curée : spéculation immobilière dans le Paris de Haussmann.
L'Argent : suite du précédent, spéculations à la Bourse.
Le Ventre de Paris : les Halles.
L'Assommoir : l'alcoolisme en milieu ouvrier.
Pot-Bouille : un immeuble où plus on monte, plus on descend l'échelle sociale.
Au Bonheur des dames : l'invention des grands magasins.
Germinal : le travail ouvrier, les mines.

Table des matières

Introduction	**3**
La bourgeoisie, artisan de la transformation	**7**
Des banquiers peu aventureux	**23**
Un développement à l'abri de l'État	**35**
Les branches de la révolution industrielle	**47**
Une population en faible croissance	**67**
Le poids de l'agriculture	**73**
Des bourgeois plus rentiers qu'entrepreneurs	**87**
Une classe ouvrière en formation lente	**103**
Conclusion	**117**
Bibliographie	**123**

Dans la collection Éclairage

1. Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2. La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3. Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4. Italie 1919-1920, les deux années rouges
5. Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6. La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7. Le cerveau et la pensée
8. La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9. La civilisation arabe du VIII^e^ au XIII^e^ siècle
10. Les philosophes des Lumières
11. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12. L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13. Le Parti communiste français, 1920-1933
14. Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
15. Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie
16. Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)
17. Dans l'atelier du monde. Les luttes de la classe ouvrière britannique, 1780-1914
18. Quand la révolution ébranlait le monde. 1917-1923, la vague révolutionnaire en Europe, en Amérique et en Asie